

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	Page 2
REMERCIEMENT	Page 3
INTRODUCTION	Page 5
I. THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES A L'ECHELLE NATIONALE ET ACTIONS REALISEES PAR LE GABON	Page 7
1.1. Thématiques environnementales à l'échelle nationale	Page 7
1.2. Actions réalisées par le Gabon	Page 13
II. BESOINS EN RENFORCEMENT/DEVELOPPEMENT DES CAPACITES	Page 23
2.1. Besoins en capacités systémiques	Page 23
2.2. Besoins en capacités Institutionnelles	Page 30
2.3. Besoins en capacités individuelles	Page 52
CONCLUSION	Page 63
BIBLIOGRAPHIE	Page 66

LISTE DES ABREVIATIONS

AME	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
ANCR/GEMN	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial et national
ANE's	Acteur Non Etatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CESP	Communication, Education et Sensibilisation du Public
CNAP	Centre National Anti-Pollution
CNUCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification/Dégradation des Terres
DESS	Diplôme d'Etudes Supérieure Spécialisé
DGEPN	Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de l'Environnement
ECOFOR	Economie Forestière
ENEF	Ecole Nationale des Eaux et Forêts
EIE	Etude d'Impact sur l'Environnement
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
INEF	Institut National des Eaux et Forêts
IOG	Institution et Organisation Gouvernementale
IPN	Institut Pédagogique National
IRC	Initiative sur le Renforcement des Capacités (programme mondial de renforcement des capacités/PNUD)
ISE	Institut des Sciences de l'Environnement
IRSH	Institut de Recherche en Sciences Humaines
IRT	Institut de Recherche Technologique
ITF	Ingénieur des techniques des Eaux et Forêts
ONG E	Organisation Non Gouvernementale Environnementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PACL	Peuples Autochtones et Communautés Locales
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
SGA	Société Gabonaise d'assainissement
SOVOG	Société de Valorisation des Ordures au Gabon

REMERCIEMENTS

LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES CALAMITES NATURE PAR LE BIAIS DE LA COORDINATION NATIONALE DU PROJET AUTOEVALUATION NATIONALE DES CAPACITES A RENFORCER POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT MONDIAL ET NATIONAL (ANCR/GEMN) REMERCIE L'ENSEMBLE DES EXPERTS NATIONAUX AYANT CONTRIBUE A L'ELABORATION ET LA VALIDATION DUDIT RAPPORT. IL S'AGIT DE :

- Nicole BOUDJANG
- Ludovic Edgar MOUNDOUNGA
- Maurice TSAMBA MAYAMA
- Calixte NKOURE MBA
- Jean de Dieu N'ZATSI KOUMBA
- Thérèse MOUTSINGA
- Line Christelle IGOUE ODOUKA. A
- Elisabeth GUITSIEMOUGA
- Georges M'BOMBONDA MADOUMA
- Martial AGONDOGO
- Antoine NDOYE
- Marc ESSONO
- Jean Edgar MIKOLO
- Romain CALAQUE
- Léonie ESSONO ABESSOLO
- EYELE MVE MBA
- Stéphane MUNDUNGA
- Marcel Joachim MEDZEGUE
- Magloir – Désiré MOUNGANGA
- Brice IBOUANGA
- Pierre ZUE EYA
- Séraphin EKEMI – MFOUO
- Michel KOUMBA

- Guy LEKOSSI
- Serge ALLO'O ALLO'O
- Alain Donacien MAMBOUNGOU
- Gervais NSI OVONO Gervais
- Edwige EYANG EFFA
- Denis NZOGUE
- Norbert GANGA
- Guy Nesty EBOBO
- Ginette Stella MENGUE
- Bernard Landry PANZOU
- Jean Bruno MIKISSA
- Paul Simon LOUNDOU
- François Faure
- Nicaise RABENKOGO
- Jean MADOUMA
- Emmanuel BAYANI NGOYI
- Brigitte ABOUANG
- Gislin MBYE NTOMA

INTRODUCTION

Les principaux obstacles qui peuvent empêcher la réalisation, à l'échelle nationale, des objectifs des Accords Multinationaux sur l'Environnement (AME's) notamment les conventions de Rio (CDB, CCNUCC, CCD) pourraient essentiellement être : i) la faible collaboration et coordination; ii) les lacunes en matière de connaissances scientifiques et techniques; et iii) les lacunes en matière de sensibilisation du public. Ce constat est également fait pour ce qui est des préoccupations environnementales nationales.

Toutefois, soulignons que le premier principe d'action de l'AGENDA 21 nous rappelle que « l'aptitude d'un pays à s'engager dans la voie du développement durable dépend en grande partie des capacités de sa population et de ses institutions, ainsi que de sa situation écologique et géographique... ». En considérant ce principe, nous pouvons donc convenir que la question de renforcement/Développement des capacités est cruciale pour les pays en développement. Il est donc urgent que des stratégies et des plans d'action en matière de renforcement des capacités soient élaborés et mis en œuvre.

C'est pour matérialiser cette préoccupation que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a initié le projet Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la gestion de l'Environnement Mondial et National (ANCR/GEMN). Plusieurs pays dont le Gabon ont adhéré audit projet.

La capacité dans le domaine de l'environnement, serait l'ensemble des possibilités qu'ont, dans un contexte donné, les individus, les organisations de la Société Civile et les institutions de s'attaquer aux problèmes d'environnement dans le cadre des efforts déployés pour parvenir à un développement durable. Dans cette optique, il s'agit donc des «mesures pour accroître la capacité des individus, des institutions et des systèmes, à prendre et à appliquer les décisions et à remplir leurs fonctions de façon efficace, efficiente et viable» **(IRC, 2000).**

Eu égard aux définitions ci-dessus, le présent travail qui s'inscrit dans le processus de l'ANCR/GEMN, vise à identifier les capacités dont le Gabon a besoin pour gérer l'environnement à l'échelle nationale et locale.

Pour y parvenir, nous nous sommes servis des résultants des évaluations thématiques et des résultats issus des ateliers provinciaux organisés à Makokou, Franceville et Port-Gentil. L'analyse de ce corpus informationnel nous a conduit à subdiviser notre travail en deux parties. **La première présente** les thématiques environnementales à l'échelle nationale (Section 1) et les activités réalisées par le Gabon (Section 2). **La seconde partie** identifie les besoins en capacités nécessaire à la gestion de l'environnement à l'échelle nationale d'abord sur le plan systémique (section 1), puis institutionnel (section 2) ensuite au niveau individuel (Section 3) impliquant le perfectionnement ou la formation des ressources humaine et la modernisation du système de formation dans le domaine environnementale (section 4)

CHAPITRE 1 : THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES A L'ECHELLE NATIONALE ET ACTIONS REALISEES PAR LE GABON

Durant les trois ateliers provinciaux organisés à Franceville, Port-Gentil et Makokou trois thématiques ont émergés s'agit des préoccupations environnementales à l'échelle nationale. En les examinant, il a été constaté qu'à travers plusieurs actions et stratégies, le Gouvernement a tenté de donner des réponses pour circonscrire ou corriger les manquements constatés mais des action.

SECTION 1 : Thématiques environnementales à l'échelle nationale

Les trois thématiques dominantes lors des ateliers provinciaux et qui constituent les préoccupations environnementales à l'échelle nationale sont :

- l'intégration de la dimension environnementale par les opérateurs économiques,
- les préoccupations liées aux pollutions et nuisances ;
- la structuration de l'administration en charge de l'environnement et de certaines institutions partenaires

SOUS SECTION 1 : INTEGRATION DE LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE PAR LES OPERATEURS ECONOMIQUE, POLLUTION ET NUISANCE

I. Intégration de la dimension environnementale par les opérateurs économiques

Outre les populations Autochtones et Locales, les activités anthropiques sont également réalisées par l'ensemble des opérateurs économiques. Ces activités influent sur l'environnement et ont, par conséquent à des degrés divers, des répercussions sur l'environnement.

Il conviendrait alors que celles-ci puissent intégrer dans leur système de management la dimension environnementale afin d'endiguer ou éliminer tous phénomènes pouvant engendrer la dégradation de l'environnement.

II. Préoccupations liées aux pollutions et nuisances

La pollution et les nuisances deviennent le quotidien des populations du Gabon. Celles-ci seraient la résultante de la négligence de la non prise en compte de la dimension environnementale par les opérateurs économiques et de l'ignorance ou la négligence des populations.

De même, le Gouvernement manifeste peu d'enthousiasme pour résoudre de manière effective ce problème qui infeste et avilit le cadre de vie des populations. Dans certaines localités où le phénomène est vécu avec acuité, il a été signalé des cas de maladies engendrées par cette pollution et nuisances.

Au sens de la législation gabonaise notamment la loi n°16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et à l'amélioration de l'environnement, les termes de pollutions et nuisances s'entendent (article 30) par *tous les facteurs ayant pour effet ou susceptibles d'avoir pour effet de détériorer l'environnement et de priver les populations des conditions de vie et de travail saines ou agréables*. La clarification sur ces facteurs est complétée par les dispositions de l'article 31 de la même loi. C'est dans ce contexte que huit grands facteurs sont à prendre en compte juridiquement pour examiner la situation actuelle de la pollution : *les Déchets, les Substances dangereuses, les Bruits et vibrations, les Installations classées, la dégradation de l'esthétique environnementale, les Odeurs, les Fumées et poussières puis les Lumières..*

Par ailleurs, en terme de typologie, on pourrait distinguer trois types de pollutions : atmosphérique, de l'eau et du sol.

Les pollutions atmosphériques résultent essentiellement des gaz des pots d'échappement des véhicules, des unités industrielles et des fumées issues des activités de fabrication du charbon, de la braise des aliments et des travaux champêtres. Elle est observée dans les grandes agglomérations telles que Libreville et Port-Gentil.

Pour ce qui concerne *les pollutions du sol*, soulignons qu' au même titre que la pollution des eaux et de l'air, les altérations concernant le sol sont aussi préoccupantes au Gabon. Cette dégradation a souvent deux origines :

* **Une origine artisanale ou paysanne :** Les pratiques agricoles et la quasi absence de décharges publiques ou privées aux normes dans l'étendue du territoire sont des facteurs à ne pas négliger dans cette catégorie de pollution. A titre d'illustration, l'absence ou l'insuffisance de normes juridiques en matière d'utilisation d'engrais et pesticides demeure un des facteurs de pollution des cours d'eau, appauvrissement des sols, ce qui constitue en effet une menace certaine pour de nombreux organismes. On peut y ajouter le déversement des eaux usées par les ménages et les petites unités de lavage des véhicules.

* **Les pratiques industrielles** qui font usage des produits chimiques (société agropastorales) ou de déversements incontrôlé des substances dangereuses dans des conditions non conforme à la loi ou le mauvais usage, au sein des entreprises, des substances ou produits reconnus comme dangereuses ou toxiques pour l'homme et l'environnement sont autant de sources de pollutions des sols au Gabon.

S'agissant enfin *des pollutions de l'eau*, en l'absence d'une situation de référence et d'un dispositif de surveillance continue et de contrôle périodique, nul n'est en mesure d'apprécier l'évolution de la qualité de la ressource. Ce constat dressé depuis par le Plan National pour l'Environnement de 1999, est toujours d'actualité.

La dégradation de la qualité de l'eau de surface, très exposée aux pollutions, est due pour l'essentiel aux activités anthropiques telles que les rejets liquides, solides ou gazeux des processus industriels (agro-alimentaire, minière, pétrolières,...) et des activités anthropiques domestiques (manque d'équipement d'assainissement collectif). A coté de la pollution des eaux qui se déroule dans le continent, il convient de tenir compte aussi d'un aspect prépondérant de cette pollution qui concerne la côte. En effet, la mauvaise occupation de la zone côtière pose le problème de la gestion des déchets solides et des effluents dans un contexte où les plans d'aménagement ne sont pas toujours respectés.

A titre d'exemple, une promenade sur le littoral, de Libreville à Mayumba en passant par Port Gentil témoigne des déversements aussi bien des déchets solides que liquides sur cet écosystème fragile. Une autre illustration est la plage située du Lycée Léon MBA jusqu'à la Sablière.

Dans la ville de Port-gentil, on assiste à une pollution de l'atmosphère à proximité de la plage près de SOGARA. Une odeur de pétrole est souvent perceptible et des traces d'hydrocarbures sont visibles dans l'eau.

SOUS SECTION 2 : STRUCTURATION DE DEPARTEMENT EN CHARGE
DE L'ENVIRONNEMENT ET MOBILISATIONS DES
AUTRES ACTEURS

L'environnement étant un domaine, il est normal que les préoccupations qui y sont identifiées puissent relever de plusieurs secteurs et d'entités. Il est donc nécessaire que ces entités s'arriment au nouveau contexte de protection et d'amélioration de l'environnement. Il s'agit essentiellement du Ministère en charge des Mines, des Hydrocarbures et de l'Energie, du Ministère en charge des Finances et notamment le services de Douanes, le Ministère de l'Agriculture à travers la Police Phytosanitaire et les services d'inspection des denrées alimentaires, le Ministère de la Recherche scientifique, le Ministère en charge de l'Economie forestière, de la Pêche et de l'Aquaculture en y associant également l'Ecole nationale des Eaux et Forêts, le Ministère de la Santé Publique en ce qui concerne les établissements hospitaliers et l'Institut d'Hygiène et d'Assainissement, le Ministère en charge de l'Urbanisme et du Cadastre et le Ministère en charge de l'Intérieur en ce qui concerne les Collectivités Locales.

Toutefois, la mise en œuvre de la Politique en matière de protection et d'amélioration de l'environnement a été confiée au Ministère en charge de l'environnement et de la protection de la nature par le biais du Décret n° 913/PR/MEPN du 29 mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

Le ministère comprend, au titre des entités techniques, le Centre National Anti-Pollution (CNAP) et la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN). L'étude sur la revue institutionnelle des deux entités révèle un **déficit et irrégularités réglementaires, un déficit organisationnel interne et des déficits en moyen d'actions sont multiples.**

Sur le plan réglementaires, les attributions du Ministère en charge de l'environnement sont claires mais il est noté une organisation inappropriée.

En effet, si les attributions du Ministère de l'Environnement sont clairement explicitées dans le Décret, l'organisation indiquée est en revanche inappropriée, s'agissant notamment du positionnement du CNAP comme Institution et organisme de tutelle, aux côtés du Comité National sur l'homme et la Biosphère (MAB)

et le Conseil National de l'Environnement (CNE)¹. La déconnexion des activités du CNAP de la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature n'est justifiée ni sur le plan théorique, ni pratique. D'ailleurs, c'est cette déconnexion qui constitue la racine des dysfonctionnements constatés actuellement dans les relations institutionnelles de la DGEPN et du CNAP. Par ailleurs, on y note également des incompatibilités avec l'organigramme en vigueur dans la mesure où la dénomination du Ministère a évolué de même que les tâches effectuées actuellement par certaines directions et services. Il apparaît ainsi la nécessité de revoir l'organigramme en vigueur et de restructurer le Ministère.

S'agissant de *l'organisation interne et des moyens d'actions*, nous notons essentiellement des liens au fonctionnement, à l'inadaptation de l'organigramme actuel et à l'absence des moyens d'actions

Le fonctionnement normal du Ministère est handicapé par l'absence des procédures internes, notamment au niveau de la DGEPN et du CNAP. En outre, les équipes de travail sont irrégulières voire inexistantes, de même que le contrôle et la planification des activités. Cette situation a pour conséquence majeure la non production des rapports périodiques nécessaires à une meilleure lisibilité de l'évolution des activités du Ministère.

De même la configuration de l'organigramme montre que le CNAP occupe un positionnement hiérarchique supérieur à celui de la DGEPN, alors que les fonctions administratives de leurs dirigeants sont les mêmes². Une telle situation peut engendrer un certain inconfort dans les relations internes de travail. Elle peut effectivement causer du tort à une meilleure circulation et à un meilleur partage de l'information entre les deux entités, chacune se donnant un semblant d'autonomie pouvant apparaître inopérante voire inefficace. En outre, il est difficile d'admettre que dans le cadre d'une même organisation (un même Ministère), la gestion des affaires administratives soit éclatée entre ses différentes unités.

¹ Respectivement créés par les Décrets n° 815/PR/MRSEPN du 10 juillet 1978 et n° 237/PR/MRSEPN du 04 mars 1976.

² Décret n° 589/PR/MFPRA/MFEBP-CP du 11 juin 1997 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de fonction allouée pour l'exercice de certains emplois civils de l'Etat.

Dans le même sens, on est amené à se demander si le service comptable du CNAP sert aussi la DGEPN qui n'en dispose apparemment pas et si le service du personnel de la DGEPN gère également le personnel du CNAP.

De même, la Direction des Etudes, du Contentieux et du Droit de l'environnement est-elle également au service du CNAP ? Par conséquent, le rôle et les fonctions de la DGEPN et du CNAP ne font pas nécessairement l'objet de consensus. Aussi, souligne-t-on, les positionnements des Chargés d'Etudes et des Brigades Provinciales semblent inappropriés, compte tenu de leurs rôles respectifs. En fin de compte, on se demande quel est réellement le rôle du Secrétariat Général du Ministère dans une telle organisation. Toutes ces interrogations émanent naturellement de la lecture de l'organigramme tel qu'il se présente actuellement et constituent de sérieux écueils pour son fonctionnement normal.

En ce qui concerne les moyens, nous constatons que les compétences actuelles ne sont pas suffisantes pour faire face aux exigences de métiers de la DGEPN et du CNAP. En outre, l'effectif est en moyenne jeune dans la pratique et le taux d'encadrement nécessaire est très faible. Cette situation pose d'énormes problèmes de relève.

Au niveau de la DGEPN, certaines affectations de compétences dans les services ne paraissent pas justifiées. Tel est le cas de l'affectation d'un Ingénieur en Travaux d'Aménagement du Territoire au Service du Contentieux et du Droit de l'Environnement ; celui-ci ne détenant en plus qu'une année d'expérience dans la structure. En réalité, ce service requiert d'importantes capacités, compte tenu de son rôle. De même, les compétences des Chargés d'Etudes méritent d'être renforcées, étant entendu que les dossiers qui sont confiés à ces professionnels peuvent contenir des aspects techniques spécifiques dont le traitement pourrait nécessiter des compétences spécifiques.

Au niveau du CNAP, la faiblesse de l'effectif est criarde. Les enquêtes menées ont permis de savoir que pour son fonctionnement normal, l'effectif potentiel du CNAP doit s'établir à près de 25 agents. Ce qui constitue donc un déficit actuel de près d'une vingtaine d'agents (il n'existe que cinq agents), rendant ainsi difficile voire impossible le bon fonctionnement de cette structure.

Sur le plan matériel et technique, la répartition des bureaux n'est pas efficiente au niveau de la DGEPN. La majorité des agents occupent des bureaux communs qui ne sont pas déjà très grands. Ce qui pose un réel problème d'espace pour une occupation rationnelle des locaux. Le problème ne se pose encore avec beaucoup plus d'acuité au niveau du CNAP qui ne dispose même pas d'un local professionnel à part entière.

Les espaces que cette structure occupe provisoirement dans les locaux des Eaux et Forêts au carrefour STFO ne sont pas de dimension à contenir l'ensemble de ses moyens d'actions.

D'ailleurs, les laboratoires d'analyses, que le CNAP ne gère même plus, sont implantés dans d'autres endroits. S'agissant des dotations en téléphonie, on note qu'elles sont très insuffisantes, de même que les dotations en équipement de transport. Cette situation pose d'énormes problèmes pour les agents devant régulièrement être sur le terrain pour des raisons de service. L'image de marque et surtout la crédibilité du Ministère peuvent ainsi être négativement impactées auprès des partenaires nationaux voire internationaux.

Enfin, les difficultés ci-dessus s'expliquant essentiellement par une insuffisance des moyens financiers, il est nécessaire de mettre en place une véritable fonction financière compatible avec les besoins réels du Ministère en matière d'environnement et de développement durable.

Le Gouvernement, conscient de l'ensemble des préoccupations énoncées ci-dessus, a entrepris certaines actions afin de trouver des solutions idoines.

SECTION 2 : Actions réalisées par le Gabon

Notons que depuis une vingtaine d'années le Gabon consent des efforts considérables en matière de protection de l'environnement et d'intégration de la notion de développement durable dans les politiques sectorielles. En effet, le Gabon a très tôt initié, tant au niveau national qu'international, des actions en faveur de la conservation de ses ressources biologiques.

SOUS SECTION 1 : EN MATIERE INSTITUTIONNEL

Dans le volet institutionnel et notamment dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie, le Gouvernement, dans sa volonté de garantir la santé de la population a mis en place l'Institut d'Hygiène et d'Assainissement qui pendant longtemps a permis à la population de se protéger contre des insectes, petits rongeurs et moustiques. De même, il a favorisé la mise en place de la Société Gabonaise d'Assainissement (SGA). Plusieurs autres unités travaillant dans le secteur de l'assainissement ont vu le jour : Antigone, Gabon Propre Service, Sanivit, Robert Service, SOVOG... Toutes ses entités, tant mieux que mal, ont tenté de résoudre la question des ordures ménagères.

En ce qui concerne la protection de la nature, dès 1951, le Gabon a affiché sa volonté de gérer les ressources biologiques en établissant la Forêt Classée de la Mondah (FCM). Cette volonté s'est poursuivie dans les années "60, 70 et 80" par la création d'instituts de recherches pouvant appuyer la gestion durable des ressources naturelles que sont :

- Institut de Recherche en Écologie Tropical (IRET),
- Institut de Recherches Agronomiques et Forestières (IRAF),
- Institut de Pharmacie et de Médecine traditionnelle (IPHAMETRA),
- Herbier National,
- Station d'Étude des Gorilles et Chimpanzés – CIRMF

A ces instituts, se sont ajoutés le Ministère en charge de la protection de la nature qui a la charge de matérialiser la politique du gouvernement en la matière. Par ailleurs, il existe plusieurs institutions en charge des questions de protection et d'amélioration de l'environnement. Il s'agit essentiellement des départements ministériels suivants : Economie Forestière, Agriculture et Développement Rural (Direction Générale, Institutions technique de recherche, Ecole de Cadres Ruraux d'Oyem), Recherche Scientifique notamment les Instituts IRAF, IRET, IRSH., Tourisme et Parcs nationaux, le Ministère de la santé (Institut d'Hygiène Public). A côté des administrations citées ci-dessous, quelques entreprises du secteur privé s'intéressent également à la question. Ce sont ceux des secteurs forestiers et de l'Agro-industrie.

SOUS SECTION 2 : EN MATIERE JURIDIQUE

Depuis 1992, le Gabon a ratifié et adhéré à plusieurs conventions dont les plus usitées sont : les trois conventions de Rio (CCNUCC, CNUCCD, CDB), la CITES, RAMSAR, Bâles, Rotterdam, conventions sur les Baleines...

Par la suite, il a renouvelé son cadre juridique en promulguant :

Le Code de l'Environnement

La loi 16/93 du 26 août 1993, relatif à la protection et l'amélioration de l'environnement dit également Code de l'environnement donne les grandes orientations en matière de protection de l'environnement. Il est complété par plusieurs textes réglementaires dont le décret 000653 du 21 mai 2003 relatif à la préparation et à la lutte contre les pollutions par les hydrocarbures et autres substances nuisibles et les décrets adoptés le 15 juillet 2005. Ce sont le décret 000539 réglementant les études d'impact sur l'environnement, le décret 000541 réglementant l'élimination des déchets, le décret 000542 réglementant le déversement de certains produits dans les eaux de superficielles, souterraines et marines, le décret 000543 fixant le régime juridique des installations classées, le décret 00545 réglementant la récupération des huiles usées, dont le décret 539 relatif aux études d'impacts sur l'environnement.

A travers la Loi 16/93, le Gouvernement marque son intérêt pour lutte contre les pollutions et nuisances. En sur, sur 96 articles, la Loi consacre 31 articles à cette thématique.

Le Code Forestier)

La loi N°16/2001 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République gabonaise vise à concilier les nécessités de développement économiques et celles de pérennisation des ressources naturelles renouvelables, de préservation de son environnement naturel. Il s'agit de développer l'efficacité écologique en vue d'accroître la contribution du secteur forestier notamment à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté. Elle repose sur l'implication de tous les acteurs du secteur (administration publique, secteur privé,

membres de la société civile, élus locaux, bailleurs de fonds et autres partenaires au développement, etc.).

Le Code de la Pêche et de l'Aquaculture :

En 2005, le Gabon s'est doté pour la première fois d'une loi en matière de pêche et d'aquaculture dite loi 015/2005 du 8 octobre 2005 portant Code des pêches et de l'aquaculture en République gabonaise. Ledit code renferme l'ensemble des règles applicables aux activités de pêche et d'aquaculture pour une gestion durable des ressources halieutiques en République gabonaise.

A cet égard, il met l'accent sur *la gestion durable des ressources halieutiques, la protection des espèces et des écosystèmes aquatiques ainsi que la surveillance*, notions qui n'existaient pas dans l'ancienne réglementation. L'enjeu actuel des responsables de l'administration des pêches et de l'aquaculture est de mettre en place des textes d'application en vue de la mise en œuvre de la loi 015/2005 du 8 octobre 2005.

Loi sur les Parcs Nationaux

Une loi sur les Parcs Nationaux a été adoptée. La promulgation de cette loi consacrée aux Parcs Nationaux renforce le cadre réglementaire sur la conservation de la biodiversité et la promotion de l'écotourisme au Gabon.

La mise en œuvre de cette loi contribuera également au renforcement institutionnel en matière de gestion des parcs grâce à la mise en place de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN). .

Code Minier :

Il régit, à l'exception des hydrocarbures liquides ou gazeux et des eaux souterraines relevant des régimes particuliers, la prospection, la recherche, l'exploitation, la transformation, la possession, la détention, le transport et la commercialisation des substances minérales utiles. Des aspects de protection des ressources naturelles y est également envisagée.

La loi de développement agricole

Elle fixe les objectifs généraux du secteur agricole et définit les orientations stratégiques de développement en vue de contribuer au développement économique, social, scientifique, technologique, et culturel du pays.

Cette nouvelle vision renforce la légitimité des aides publiques agricoles et adhère à la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire, s'inscrivant dans l'objectif de développement durable. Dans le titre VI, concernant la gestion durable des ressources naturelles l'Article 69 stipule : « **les dispositions relatives à la gestion de l'espace agricole rural ou périurbain de l'environnement et de la prévention de la biodiversité, s'appliquent à l'ensemble des exploitants de l'espace agricole** ».

SOUS SECTION 3 : EN MATIERE D'EXERCICE DE PLANIFICATION

En vue de planifier la gestion de l'environnement et répondre à ses engagements internationaux, le Gabon a élaboré plusieurs exercices de planification. Ce sont essentiellement :

Le plan d'Action Forestier National (PAFN)

L'exploitation forestière se présente actuellement comme un front qui se déplace de la côte vers l'arrière pays. Sous l'égide de la FAO, le Gabon a lancé le Programme d'Action Forestier National (PAFN) en 1998.

La démarche du PAFN, fondée sur la gestion participative, a permis de dégager cinq axes principaux :

- la protection à long terme des écosystèmes forestiers ;
- la création d'un domaine forestier permanent de 12 millions d'hectares (dont 4 millions en zones protégées) et d'un domaine rural de 10 millions d'hectares ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de plans de gestion durable des forêts comme condition nécessaire pour bénéficier de l'appui financier des donateurs;
- la certification des forêts aménagées ;

- la participation croissante de la population rurale à la gestion forestière et à la transformation locale des produits forestiers.

La Stratégie Nationale et Plan d'Action en matière de Biodiversité (SNPA-DB)

Elle s'inscrit dans le cadre du PNAE. A cet égard, elle vient compléter et développer sa composante " Biodiversité ".

La SNPA-DB définit l'état actuel de la biodiversité, les causes de sa dégradation et les mesures préconisées pour y remédier, en tenant compte à la fois des impératifs économique et ceux de conservation, de gestion durable des ressources biologiques et de partage équitable des bénéfices tirés de cette gestion durable. Elle a été adoptée par le Gouvernement lors de la session du Conseil des ministres du 20 juillet 2000.

Le Plan National d'Action Environnementale (PNAE) :

Au sortir du Sommet de Rio (1992), le Gabon a entrepris une réflexion sur l'état de l'environnement. Cette initiative a donné lieu à un schéma directeur sur l'environnement, intitulé « Plan National d'Action Environnementale » (PNAE). Celui-ci sert de cadre de coordination et de supervision de toutes les actions relevant du domaine de l'environnement au Gabon.

Le PNAE a pour mission d'établir et d'organiser les priorités du Gouvernement en matière d'environnement. A cet égard, il planifie et coordonne les actions de toutes les institutions et projets; veille à l'élaboration d'un cadre d'action permettant d'assurer la collaboration entre le Gouvernement, les bailleurs de fonds, les partenaires économiques et les ONG dans le cadre de la mise en pratique des priorités évoquées ci-dessus.

Il a donné lieu à un livre blanc proposant un programme de développement pour le secteur environnemental, qui sera une grille de lecture et d'incitation pour l'ensemble des acteurs (individuels, institutionnels, privés, etc.) qui seront impliqués dans ce secteur. Le PNAE a également été adopté par le Gouvernement en 2000.

SOUS SECTION 3 : EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DES PROGRAMMES

ET PROJETS

Plusieurs projets peuvent être répertoriés dans le cadre de la gestion environnementale :

- le Projet “Reboisement de la Bokoué” et “Agroforestier de la M’biné”,
- le Projet “Aménagement Forestier des Savanes Côtières”,
- le Projet Biologie et génétique de l’Okoumé.
- le projet « Aménagement forestier et environnement » créé en 1998, était essentiellement axé sur l’aménagement forestier, la valorisation de la biodiversité végétale et l’information environnementale ;
- le projet Biodivalor (Appui à la valorisation durable de la biodiversité des forêts tropicales) ;
- le Programme de Valorisation des Aires Protégées (PSVAP) ;
- la création de 13 parcs nationaux en 2002
- la mise sur pied de plusieurs entreprises d’assainissement dont la SOVOC,
- la réalisation de plusieurs travaux d’assainissement.
-

Le Gouvernement ayant pris la résolution de respecter les engagements pris à Rio a pu développer :

Le Projet Forêt et Environnement (PFE) :

D’une durée de 5 ans et financé sur un prêt de la Banque mondiale au Gouvernement gabonais d’un montant de 22,5 millions de dollars, le PFE avait pour objectif d’augmenter la contribution du secteur forestier et environnemental au développement économique et social du pays, à travers, :

- le rétablissement de l’autorité de l’administration en matière de contrôle de l’exploitation forestière à travers la restructuration du Ministère des Eaux et Forêts. A cet effet, les principales actions suivantes avaient été retenues : une rationalisation et une meilleure définition des fonctions des différentes directions du Ministère, une augmentation de ses moyens opérationnels, de sa capacité de planification, de suivi et de présence sur le terrain; y compris la prestation de services des consultants, la construction et/ou rénovation du siège du Ministère,

des bureaux et des logements du personnel des services régionaux, l'achat de véhicules et matériels de bureaux;

- le renforcement de la Direction Générale de l'Environnement à travers l'augmentation de ses moyens opérationnels, de sa capacité de planification et de suivi; y compris la prestation de services de consultants ;
- le renforcement et la réorientation des programmes de l'École Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) en vue de la formation du personnel du Ministère des Eaux et Forêts et du Ministère de l'Environnement, du Tourisme et des Parcs Naturels;
- l'appui aux efforts locaux d'évaluation de l'environnement et à la sensibilisation des collectivités aux questions de l'environnement; y compris l'organisation de séminaires et ateliers, la publication de documents sur l'environnement;
- la réalisation d'études, y compris une étude de faisabilité de la protection de quinze zones écologiques spécifiques et une étude mise à jour de l'état de l'environnement gabonais.

Le Projet Régional de Gestion de l'Information Environnementale (PRGIE)

Il a pour objectif de faciliter la production et la circulation de l'information sur l'environnement, et de renforcer les capacités de production et d'utilisation de l'information dans la région du bassin du Congo comprenant six États de l'Afrique Centrale: Cameroun, République Centrafricaine, Congo, RDC, Guinée Équatoriale, Gabon. Le PRGIE est encore en cours de réalisation.

Le Programme Sectoriel Forêt et Environnement (PSFE)

Dans le but de capitaliser les acquis du PFE, le Gouvernement gabonais s'est lancé dans la préparation d'une stratégie à moyen terme. L'approche développée dans le cadre de ce nouveau programme consiste à rendre cohérent et complémentaire tout ou partie des activités du secteur forêt-pêche-environnement, grâce au partage d'une vision commune, d'outils de concertation entre les acteurs et à la recherche de financements communs.

Outre la pérennisation, la consolidation et la capitalisation des acquis du PFE, les principaux enjeux du PSFE sont les suivants :

- augmenter la contribution du secteur à l'économie nationale afin d'assurer la diversification par la transformation locale plus poussée du bois ;

- exploiter les ressources tout en les préservant pour les générations futures qui doivent en bénéficier ;
- de la préservation des ressources naturelles renouvelables et la biodiversité du pays ;
- créer des emplois pour lutter contre le chômage et la pauvreté.

Ce programme connaît un début de mise en œuvre dans les secteurs pêche et forêt. La composante environnement, singulièrement portée vers les actions de surveillance des écosystèmes, n'a pas encore débuté.

A ce jour, plusieurs autres initiatives ont été réalisées. Les Organisations non gouvernementales telles le WCS, WWF, Smithsonian Institute développent des programmes de conservation au sein des Parcs nationaux. Il en est de même au niveau des instituts de recherche comme l'Herbier National, IRET et l'IPHAMETRA.

Dans le même registre, on peut ajouter le classement des sites au niveau national comme sites Ramsar. Les sites de Loango, Sette Cama et celui de Wonga Wongué avaient été identifiés et classés sites Ramsar. En 2007, trois nouveaux sites ont été identifiés et classés sites Ramsar. Il s'agit notamment de Pongara, Akanda et Birougou.

Au regard de ce descriptif, force est de constater que plusieurs actions sont menées dans le cadre de la protection de la nature et non pas dans celui ayant trait à l'amélioration du cadre de vie. C'est à juste titre que les problèmes d'assainissement, de pollution et de nuisances constituent des préoccupations nationales en matière environnementale.

Il convient alors de mettre un accent particulier sans omettre le pan de la protection de la nature. Dans l'ensemble, le Gabon n'a pas mis en place les mécanismes nécessaires pour matérialiser les conclusions des exercices de planification. A titre d'exemple, rien n'est, jusqu'à ce jour, fait pour rendre le PNAE opérationnel.

Il y a donc nécessité de renforcer ou développer les capacités notamment dans les trois thématiques identifiées et de l'aménagement forestier qui sont également des préoccupations nationales. Outre les thématiques identifiées lors des ateliers provinciaux, il est également à signaler d'autres préoccupations ou priorités nationales liées à la mise en œuvre des Conventions de Rio.

En effet, s'agissant de la Convention sur la Diversité Biologique, la mise en œuvre du programme des Aires Protégées et les questions liées à l'Accès et au Partage des avantages constituent des préoccupations nationales. De même, au niveau de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, les problèmes d'occupation anarchique des espaces urbains entraînant des érosions et glissements de terrain ainsi que la problématique des mines et carrières qui aggravent l'érosion, les glissements et les maladies en particulier la bilharziose mais également des atteintes des rayons ionisants pouvant favoriser les cancer de sang sont également une préoccupation nationale.

CHAPITRE 2 : BESOINS EN RENFORCEMENT/DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

Les besoins en capacités identifiés se situent à trois niveau : systémique, individuel et institutionnel.

SECTION 1 : Besoins en capacités systémiques

Au niveau systémique, le renforcement des capacités suppose la mise en place des mécanismes susceptibles de permettre aux individus et aux institutions de fonctionner, d'opérer, de réaliser leurs missions. Le niveau systémique prend en compte le cadre général d'intervention (politique générale), le cadre juridique et réglementaire, le cadre économique et de contrôle, les processus, les relations formelles et informelles...

SOUS SECTION 1 : BESOINS EN CAPACITES JURIDIQUES

Le Gabon est invité à disposer **d'un arsenal législatif, réglementaire incitatif et adéquat pour le renforcement en matière de protection et amélioration de l'environnement** car celui-ci fait défaut et est actuellement très insuffisant.

Il est donc urgent que les spécialistes en droit de l'environnement et les techniciens du département en charge de l'environnement puissent organiser des séances de travail afin d'identifier les projets de lois, de décrets et autres outils réglementaires, administratifs et incitatifs capables de :

- assurer une meilleure surveillance et une meilleure protection des écosystèmes ;
- une gestion durable de l'ensemble des ressources naturelles, terrestres et marines ;
- mettre en œuvre de façon effective les AME's et notamment les trois Conventions de Rio dans le cadre du développement humain durable ;
- permettre à l'administration de Douane de contrôler les importations et exportations des articles couverts par les AME's notamment ceux liés au commerce et à combattre le trafic et d'autres pratiques illégaux ;

- permettre aux collectivités locales (mairies et conseils départementaux) de mieux s'organiser afin de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale en la matière ;
- permettre aux opérateurs économiques d'investir dans le domaine de l'environnement (gestions des pollutions et nuisances)

A titre d'exemple, il est très urgent :

- d'actualiser la Loi 13/74 du 21 janvier 1975 portant sur l'élimination de déchets et la réduction des nuisances publiques et la Loi 8/77 du 15 décembre 1977 relative à la lutte contre les pollutions industrielles. Cette révision ou actualisation permettra de consolider le Loi 16/93 ;
- d'adopter des textes relatifs à l'hygiène et l'insalubrité pour lutter davantage contre les pollutions et nuisance. Dans cette optique, il est demandé aux collectivités locales, au vu du cadre juridique et réglementaire existant, de prendre des arrêtés municipaux afin de relayer l'action du Gouvernement au niveau local. IL s'agit notamment :
 - de la lutte contre la pollution des eaux, du sol et l'air ;
 - de la gestion rationnelle de la faune et la flore ;
 - la création et la gestion efficace des espaces protégées ;
 - de la gestion des déchets ;
 - de la réglementation des substances dangereuses, des bruits et des vibrations et des établissements classés, de la dégradation de l'esthétique environnementales, des odeurs, des fumées et poussière. ;
 - de la réglementation plus spécifique de chaque secteur touché par l'EIE

Il paraît aussi important de s'intéresser aux instruments juridiques transversaux tels qu'indiqué dans le tableau ci-dessous ;

Besoins	Actions	Niveau de priorité
Mises en conformité des textes nationaux aux conventions et traités internationaux	Ateliers intersectoriels d'élaboration des textes Vulgarisation des Textes internationaux	5
Révision de la loi 10/63	Adaptation au code communautaire et aux conventions de Montego bay, OILPOL 54, MARPOL 73/78	5
Précision des attributions des services techniques du département de la Marine marchande	Révision des décrets n°913 et n°323	4

L'élaboration des textes juridiques nécessiterait la participation de tous les acteurs concernés. Les parlementaires devraient prendre une part active dans le processus d'élaboration de l'arsenal juridique.

La participation de tous les acteurs permettra le renforcement de la coordination, dans les différentes phases de l'élaboration de l'arsenal juridique, entre les institutions et entre les directions et les départements concernés.

SOUS SECTION 2 : BESOINS RELATIFS AU CADRE ECONOMIQUE ET AUTRES PROCESSUS

Les besoins relatifs au cadre économique et autres processus renvoient essentiellement aux activités liées au transfert de technologie, à la recherche, à la constitution des bases de données et la documentation, à l'amélioration des mécanismes financiers, à la participation des ONGE et du Secteur privé, à la participation des municipalités et des conseils départementaux ainsi qu'à celles relatives à la Communication, l'Education et la Sensibilisation du Public.

2.1. Le transfert de technologie

Le transfert des technologies est un élément essentiel du renforcement des capacités notamment pour les pays en développement comme le Gabon. Il s'agit de la maîtrise soit des méthodologies, soit des procédés, soit d'acquisition des techniques et matériels. Il y a ici, un renforcement des capacités administratives et du transfert du savoir –faire. On y note également de la reproduction des nouveaux systèmes technologies de façon durable. Le transfert de technologie peut concerner la recherche, la formation, la conception des sites Web, la construction des infrastructures d'assainissement autonome et des bassins de rétention et/ou d'épuration.

2.3. La recherche

Toutes les conventions mettent un accent particulier sur ce domaine ; car il est question d'adopter et de promouvoir des programmes communs de «Recherche-Développement ». En effet, ces programmes devront tenir compte des programmes existants au sein des Instituts et Centres de recherche ainsi que des universités.

Les Instituts et centres de recherche se doivent d'identifier les domaines considérés comme prioritaires, en fonction de leurs objectifs et des préoccupations de l'administration en charge de l'environnement et du développement durable, de l'économie forestière, de la pêche et de l'aquaculture, des parcs nationaux, de l'agriculture et, voire du commerce et de l'industrie. Pour cela, des études, enquêtes, recherches sont à réalisées afin d'avoir des outils pour engager des actions concrètes dans le cadre de la protection de la nature et de l'amélioration du cadre de vie.

23. Les bases de données et documentation

L'article 4 alinéa 5 de la loi 16/93 demande la mise en oeuvre d'une politique de « formation, d'information, de recherche et de vulgarisation [...] ». La mise en œuvre de cette mesure requiert la mise en place d'une base de données. C'est à ce niveau que pourrait intervenir l'ADIE/PRGIE. Ces bases de données nous permettront de mieux échanger l'information nécessaire à la réalisation de plusieurs activités : recherche, formation, sensibilisation...

Il est nécessaire aussi de se doter d'une documentation suffisante pour permettre aux agents d'accomplir leurs missions. L'existence de celle-ci suppose aussi une organisation interne en matière de gestion de la documentation.

Il est alors urgent de créer une bibliothèque environnementale. Il est également probable que cette tâche soit assumée par l'ADIE/PRGIE. L'existence d'une bibliothèque environnementale permet la disponibilité de l'information et rend l'information ou la donnée accessible aux chercheurs, aux étudiants et autres usagers.

2.4. L'amélioration du mécanisme de financement

L'Etat Gabonais et ses partenaires consentent des efforts pour financer les activités de conservation.

En terme organisationnel, il conviendrait qu'un service du département identifie le budget alloué au ministère en charge de l'environnement, les projets financés par les partenaires afin de mieux apprécier les efforts financiers.

Il s'agit plus exactement d'identifier un mécanisme novateur pour le financement des activités de mise en œuvre des AME's ; il faudrait explorer la question de la mise en place d'un fond environnemental à côté du fond forestier ou des parcs nationaux.

Cette recherche doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie et d'un plan d'action en matière de mobilisation des ressources financières qu'il va falloir concevoir et mettre en œuvre.

2.5. Garantir la participation des ONGE et du Secteur Privé

La Société Civile est un maillon important dans le processus de gestion durable de l'environnement. Il est donc important d'associer certaines de ses composantes telles que les ONG et les Populations Locales et Autochtones ainsi que le secteur productifs.

La participation effective des ONGE vise à faire en sorte que ces organisations deviennent des véritables partenaires efficace et efficient dans la mise en œuvre des activités de terrain.

Le secteur privé pourrait aussi contribuer à la gestion de l'environnement. Ainsi, les organisations professionnelles pourraient participer aux diverses activités de mise en œuvre des AME's et notamment les conventions de Rio à l'instar de l'initiative de SHELL Gabon à Gamba.

On peut envisager d'élaborer un plan d'information et de sensibilisation destinée aux secteurs productifs qui serait un moyen de renforcer leurs capacités pour la mise en œuvre des dispositions juridiques en matière de protection et d'amélioration de l'environnement.

2.6. La participation des municipalités et des Conseils départementaux

A travers les ateliers provinciaux, il a été observé plusieurs problèmes environnementaux. Pour que la politique environnementale soit réellement mise en œuvre sur l'ensemble du territoire, il conviendrait de faire participer pleinement les municipalités. Outre les fonds propres, les autorités financières compétentes du Gabon devraient aider les municipalités et les Conseils Départementaux à gérer au mieux les questions environnementales en leur concédant via les départements compétents tel que celui chargé de la politique de la ville des enveloppes budgétaires conséquentes.

Dans ce contexte, les municipalités et les Conseils départementaux sont invités à élaborer des Plans Municipaux d'Action Environnementales (PMAE), ou les Plans Locaux/Départementaux pour l'Environnement (PLE ou PDE), ou des Plans d'Action de mise en œuvre de l'Agenda 21 (PA21).

Au regard des conclusions des ateliers provinciaux, ces PMAE ou PA21 devraient comprendre des actions et des tâches pouvant faciliter, entre autres :

- une meilleure gestion des déchets urbains ;
- la formation des agents municipaux et des conseils départementaux en matière environnementale ;
- gestion des établissements autonomes et la construction des ouvrages d'assainissement en milieu urbain ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre juridique (arrêtés et décisions...) pouvant réglementer certains problèmes : abattage des chiens errants, pollutions sonores, esthétique environnementale, garages et autres ateliers... .

Sur un tout autre plan, il conviendrait, de façon urgente de mettre en œuvre les actions suivantes :

- identifier des sites pour la construction des cimetières dans sept autres chefs lieux de province (sauf Libreville et Port-Gentil) ;
- identifier des sites pour la construction d'une part d'une décharge publique et d'autre part d'une fourrière au sein des neuf chefs de Province du Gabon. La décharge de Mindoubé à Libreville doit être fermée car ne sa capacité de charge a été largement dépassée ;
- entretenir les réseaux de canalisation des eaux pluviales ;
- la création des espaces verts ;
- concevoir une implantation des toilettes publiques sur l'ensemble du territoire.

De façon globale, le PMAE, PLE/PDE et/ou le PA21 ainsi que les actions urgentes identifiées devraient chercher à résoudre les problèmes récurrents suivants :

- **Insalubrité**
- **Assainissement ;**
- **Urbanisation anarchique ;**
- **Inondation ;**
- **Détérioration des écosystèmes ;**
- **occupation anarchique des espaces urbains entraînant des érosions et glissements de terrain ;**
- **prolifération des mines et carrières qui aggravent l'érosion, les glissements et les maladies en particulier la bilharziose mais également des atteintes des rayons ionisants pouvant favoriser les cancer de sang.**

2.7. Communication, Education et Sensibilisation du Public

S'agissant toujours de l'article 4 alinéa 5 de la loi 16/93, il est demandé de mettre œuvre des mesures en matière de « formation, d'information, de recherche et de vulgarisation en vue de favoriser la participation de tous les citoyens à la réalisation de cette politique ».

Force est donc de constater que la communication, l'éducation et la sensibilisation du public est indispensable à la gestion durable de l'environnement.

C'est à juste titre que ce chapitre constitue une priorité pour la participation effective du public à l'élaboration et la mise en œuvre des dispositions administratives, juridiques et techniques en matière de protection et d'amélioration de l'environnement.

Il est donc urgent de mettre en œuvre le principe 10 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. L'administration de l'environnement se doit d'élaborer un programme d'action en matière de communication, d'éducation et de sensibilisation du public. Il peut s'inspirer du programme CESP de la Convention sur la Diversité Biologique.

La communication, Education et Sensibilisation du Public permettent :

- l'élaboration et la poursuite des programmes d'éducation scientifique et technique ;
- l'éducation et la sensibilisation du public en assurant une promotion de l'importance de la protection et l'amélioration de l'environnement ;
- l'intégration des actions visant la vulgarisation des dispositions juridiques, la protection des espèces floristiques et fauniques ;

Les services concernés sont donc invités à produire de l'information pour le grand public, identifier les partenaires potentiels (secteurs économiques, société civile, autres administrations, corps élus, autorités locales...) et les modalités utilisées selon chaque partenaire ainsi qu'à identifier les outils et voies à utiliser pour la sensibilisation des populations. Il faudrait aussi organiser la communication interne et externe du département.

SECTION 2 : Besoins en capacités institutionnelles

Au Gabon, plusieurs institutions sont impliquées dans la gestion de l'environnement. Celles-ci, qu'il s'agisse des Départements ministériels, des Institutions gouvernementales ou des Organisations Non gouvernementales, ont besoins, à de degré divers, d'un renforcement des capacités pour jouer au mieux leur rôle dans la gestion durable de l'environnement.

C'est fort de cette assertion que nous allons identifier les besoins en renforcement des capacités des partenaires institutionnels du Ministère en charge de l'Environnement, des Institutions de formation et du Ministère en charge de l'environnement.

Au niveau institutionnel, le renforcement des capacités porte sur la performance et les moyens de fonctionnement de l'organisation dans son ensemble ainsi que sa capacité à s'adapter au changement ; il vise à renforcer l'institution en tant que système intégré incluant les individus, les groupes et l'institution elle-même.

SOUS SECTION 1 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES DES
ADMINISTRATIONS ET INSTITUTIONS PARTENAIRES
AU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

Outres le département ministériel en charge de l'environnement, plusieurs administrations, institutions et organisations participent à la gestion des ressources naturelles au Gabon. Elles appartiennent soit à la société civile, soit au secteur privé, soit au secteur public.

1.1. Société Civile

La Société civile occupe une place de choix dans la mise en œuvre de la politique environnementale. Comme le souligne l'article 5 de la Loi 16/93, elle « participe à l'élaboration et à l'exécution de la politique nationale de l'environnement [...] ». Il leur est actuellement difficile d'obtenir un siège au regard des difficultés liées à la mobilisation des ressources financière.

Il est donc souhaitable que les Pouvoirs Publics puissent encourager les efforts des ONG de protection de la nature (ONGE) en leur dotant **d'un siège** que l'on pourrait appeler « **la maison de l'écologiste** ». Par ailleurs, les ONGE doivent développer **un système comptable simple** afin de mieux gérer leurs financements.

Il s'agit rentabiliser le Programme de renforcement des capacités des acteurs non étatique (PROGREANE) mis en place par l'Etat Gabonais en collaboration avec l'Union Européenne. Ce programme doit donner aux ANE's d'avoir un Siège ou une domiciliation commune ou un repère ayant tous les moyens logistiques afin de mieux se mouvoir. Le PROGREANE devrait mettre en place des procédés afin qu'il deviennent un agent mobilisateur des ressources financières pour les ONG Environnementales et faire la promotion de ses acteurs non étatiques.

1.2. Secteur Privé

Les activités de plusieurs entreprises sont, soit exercées au sein des écosystèmes, soit en relation avec ceux-ci. Il en existe particulièrement dans l'exploitation pétrolière, forestière, des ressources halieutiques et dans la gestion des déchets.

Quelque soit l'entreprise, les activités réalisées ont des impacts sur l'environnement. Il paraît urgent que toutes les entreprises créent des **cellules ou division environnementales** afin d'asseoir, à leur sein, une réelle politique de développement durable. Ces entités que l'on pourrait désigner, comme dans certaines entreprises par **Cellule d'Hygiène, Sécurité et Environnement** (CHSE), seront également chargés du suivi des Plans de gestion Environnementale et sociale qui seront élaborés à leur attention et sur leur demande respective.

Il est donc urgent que l'administration de l'environnement mette en place des procédés pouvant permettre aux opérateurs économiques non seulement d'intégrer la dimension environnementale en travaillant pour obtenir la certification ISO 14001 mais également d'intégrer les dimensions sociales et sociétales et chercher à obtenir la certification 8001. Les opérateurs économiques se doivent de respecter la réglementation. A ce titre, ils doivent intégrer la réalisation des études d'impact sur l'environnement (EIE) et la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) y relatifs dans les charges liées au développement de leurs projets de développement.

1.3. Les Administrations et institutions publiques partenaires du département en charge de l'environnement :

Au niveau des administrations publiques, nous pouvons dénombrer celles qui sont directement et indirectement impliquées dans la gestion des ressources naturelles. Globalement, il s'agit du :

- Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture;
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieure ;
- Ministère de la Recherche Scientifique et du Développement technologique ;
- Ministère du Tourisme et des Parcs Nationaux ;

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation ;
- Ministère en charge de l'administration du territoire, de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- Ministère de la Justice et garde des Sceaux ;
- Ministère de la Défense Nationale ;
- Ministère en charge des Travaux Publics et de la Construction ;
- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement ;
- Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation ;
- Ministère en charge des Transports et de l'Aviation Civile ;
- Ministère de la Marine Marchande et des Equipements Portuaires ;
- Ministère en charge de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- Ministère en charge du Cadastre et de l'Urbanisme ;
- Ministère en charge des politiques de la Ville.

En matière de renforcement des capacités des institutions énumérées ci-dessus, quatre propositions nous paraissent importantes. L'une concerne les collectivités locales, puis des Instituts de Recherche appartenant au Ministère en charge de la recherche scientifique, ensuite l'autre est orienté vers le département du tourisme et des parcs nationaux et la dernière concerne certains départements spécifiques.

a. Au ministère en charge de l'Administration du Territoire, nous suggérons fortement que soient créés des **divisions environnements ou service environnementaux** au sein des collectivités locales (conseils départementaux, communes et Arrondissement). Ces divisions seront chargées de concevoir et mettre en œuvre le **Plan Municipal d'Action Environnementale** (PMAE) ou le **Plan d'Action Local pour l'Environnement** (PALE/Conseils départementaux) ou **Plan d'Action pour la mise en œuvre de l'Agenda 21** (PA21). Elles devraient aussi susciter la création des plates formes de concertation au sein des Communes ou des Conseils Départementaux ; celles-ci pourraient prendre la dénomination de « Comité Municipal ou Départemental de Gestion de l'Environnement (CMGE/CDGE). Ces divisions environnementales ou services environnementaux s'occuperont également des questions d'hygiène et d'insalubrité. Elles auront aussi la charge de mettre en œuvre la politique environnementale édictée par le Gouvernement de la République notamment les dispositions juridique et réglementaire qu'elles compléteront par des arrêtés.

Elles appuieront les brigades environnementales mises en place par le département de l'environnement au sein de chaque province.

b. Au Ministère de la Recherche Scientifique, nous nous intéressons d'abord à l'IRT qui se doit d'entreprendre des recherches pour trouver des processus technologiques capables de construire des procédés pour permettre de lutter contre les pollutions et nuisance notamment à travers la construction des bassins de décantation et d'épuration d'eau.

Ensuite à **l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH)**. Nous sommes convaincus que les sociétés humaines ont des relations complexes avec leur environnement naturel. Comprendre et analyser ces interactions devrait constituer une nécessité dans la perspective du développement Durable. Il s'agit d'un défi que l'IRSH pourrait relever : c'est un nouveau champ d'investigation pour lui. Au regard de la place qu'occupent et le rôle que jouent les peuples Autochtones et les Communautés locales dans la gestion des ressources naturelles, il nous est indispensable de créer, au sein de l'IRSH, **un centre ou un laboratoire traitant de la relation entre les sociétés humaines et les écosystèmes**. L'IRSH pourrait aussi entrevoir des études sur l'écologie humaine et notamment l'écologie urbaine.

c. S'agissant du département du tourisme et des parcs nationaux et singulièrement **l'Agence Nationale des Parcs Nationaux**, il est souhaitable que l'on mette en place des réelles **Unités de gestion des Parcs Nationaux**.

Il s'agira de compléter l'article 43 de la loi 003/2007 du 27 août 2007 relative aux Parcs Nationaux. Celui-ci est énoncé comme suit : « Chaque parc national est placé sous l'autorité d'un Conservateur ».

L'article 43 nouveau se lirait comme suit : « **chaque parc national est placé sous l'autorité de l'Unité de gestion désignée par Unité de Gestion du Parc National. L'Unité de Gestion est administrée par un Conservateur.**

Elle comprend, outre le Conservateur, un responsable des questions forestière et de faune, un responsable des questions touristiques et un responsable des questions environnementales et sociales parmi lesquels est nommé le Conservateur Adjoint du Parc ».

La présence de tous ces experts permette l'atteinte des trois objectifs qui sont assignés au Parcs nationaux : conservation et valorisation économique des ressources biologiques ainsi que la promotion du bien-être des Peuples autochtones et communautés locales riveraines audites Parcs Nationaux.

d. En ce qui concerne certains départements ministériels spécifiques, il convient de créer, au sein desdits départements une cellule spécifique en matière de gestion environnementale. Cette cellule pourrait être désignée par **Cellule de stratégie et statistiques environnementales. Les départements visés sont essentiellement :**

- Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture
- Ministère du Tourisme et des Parcs Nationaux
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation ;
- Le Ministère en charge des Travaux Publics et de la Construction ;
- Ministère de la Marine Marchande et des Equipements Portuaires ;
- Ministère en charge de la Santé et de l'Hygiène publique.
- Ministère en charge du Cadastre et de l'Urbanisme ;
- Ministère en charge des questions de la Ville.

Les cellules ne doivent pas se substituer au Ministère en charge de l'Environnement. Leurs missions seraient, entre autre de :

- veiller à l'intégration et la prise en compte des préoccupations environnementales dans les stratégies et plan d'action sectoriels respectifs ;
- collecter les informations et/ou données à caractère environnementales résultant desdites activités sectorielles.

Cette cellule pourrait, outre les missions ci-dessus identifiées, traiter des thématiques liées :

- à la foresterie sociale ou communautaire au niveau du Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche qui consiste à intégrer les préoccupations des peuples autochtones et communautés locales ainsi que les questions de forêts communautaires, des Changements Climatiques, de Biocarburant et des arbres génétiquement modifiés ;
- au Changement Climatiques, Biocarburant, dégradation des terres

au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;

- au renforcement des capacités des Douaniers en vue de maîtriser certains instruments juridiques et lutter contre la délinquance environnementale aux frontières. En ce sens qu'elle pourrait permettre aux Douaniers de contrôler et de lutter contre la fraude environnementale.

De même, le renforcement des capacités pourrait être pris en compte dans les programmes du Secrétariat National en Renforcement des Capacités (SENAREC) logé au sein du Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation. Au niveau du département des finances, cette cellule pourrait être logé soit au sein des Services de douanes, soit au SENAREC.

- à promouvoir la réalisation des Etudes d'Impact sur l'Environnement (EIE) auprès des opérateurs économiques du secteur forestier et ceux travaillant avec le Ministère en charge des Travaux Publics et de la Construction ;

- à la collecte des informations sur les pollutions marines au niveau du Ministère de la Marine Marchande et des Equipements Portuaires ;

- à la collecte des informations et préconiser des mesures pour lutter contre certains types de pollutions et nuisances au niveau des Ministères en charge de la Santé et de l'Hygiène publique ainsi que de la Ville. Particulièrement, au département de la Santé, cette cellule s'occupera de la problématique « Environnement et Santé ».

- **de façon spécifique :**

- **Le fonctionnement optimal de la Coordination Nationale du Plan**

d'Urgence National (PUNG) nécessite des programmes d'exercice pour entraîner le personnel à toutes les techniques de traitement et d'atténuation lors du déversement, en mettant également en essai le PUNG avec la participation des représentants du secteur public et privé aux fins de garantir le maximum d'efficacité.

Pour cela, la mise à disposition du matériel et des équipements appropriés s'impose pour rendre opérationnelle cette entité.

- **en collaboration avec le département de l'environnement, celui chargé des politiques de la ville** pourrait réaliser les activités suivantes :

TABLEAU DE PREOCCUPATIONS URBAINES

BESOINS	ACTIONS	PRIORITES
Susciter la mobilisation sociale pour une mutation des comportements par l'occupation régulière de l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des procédures d'accès et d'immatriculation des parcelles viabilisées - Elaboration des procédures d'accès au logement - Réhabiliter ou rénover les quartiers 	5
Renforcer les capacités techniques, matérielles et humaines de la DGV	<ul style="list-style-type: none"> - Création de la brigade d'éveil et d'intervention 	5
désengorgement des voies de circulation	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes d'aménagement des fourrières et des décharges publiques pour chaque ville 	5
Lutte contre la pollution sonore (bruit de voisinage)	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration des textes et procédures - Equiper la Brigade d'Eveil en matériel technique spécifique - effectuer des contrôles permanents ; - formation et recrutement du personnel 	5

Lutte contre marchés spontanés	<ul style="list-style-type: none"> Création des aires aménagées pour le commerce artisanal ; - suivi et évaluation 	4
Hygiène et salubrité	<ul style="list-style-type: none"> - appliquer l'Arrêté municipal 1/2000 Commune de Libreville ; - entretenir les concessions privées, des espaces verts (parcs et jardins) ; - élaboration des systèmes durables d'entretien des Villes ; - nettoyage les rues ; 	5
Lutte contre la dégradation et détérioration des voiries urbaines et des ouvrages d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter et rénover les chaussées ; - aménager les voies de dessertes (pavage) ; - entretenir et réhabiliter les ouvrages d'assainissement ; - curer les caniveaux 	5
Restauration de l'autorité et de l'état de droit	<ul style="list-style-type: none"> - appliquer des textes en vigueur - réprimer les contrevenants 	5
Organisation du système collecte d'ordures	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration d'un cahier de charges - éducation et sensibilisation des populations - communication des périodicités des horaires de dépôts des ordures et de ramassage des poubelles - former et recruter le personnel ; 	5
Renforcer les capacités de l'observatoire urbain	<ul style="list-style-type: none"> - équiper la structure ; - créer la banque des données urbaines 	5
Aménagement des quartiers	<ul style="list-style-type: none"> - réhabiliter ou rénover les quartiers ; - Créer des zones tampons de recasement des 	5

sous intégrés	populations ; - Intensifier les réseaux des services de base	
---------------	---	--

- **En collaboration avec le département de l'environnement et de la protection de la nature, celui en charge de la Marine Marchande** menant des actions en milieu marin pourrait également conduire certaines activités.

Besoins	Actions à mener	Niveau de priorité
Luttes contre les pollutions dans les bassins portuaires et traitement des effluents de navires	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier de vulgarisation au près des opérateurs économiques - Application des textes règlementaires - Installations appropriées pour recueillir et traiter les déchets des navires - Mise en place de station récupération et de traitement 	5
Réorganisation et mise en œuvre effective du Plan d'Urgence National pour le Gabon contre les déversements d'hydrocarbure en mer	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des différents acteurs concernés - Renforcement des capacités en ressources humaines - Mise à disposition de moyens opérationnels 	5
Partenariat avec les départements ministériels en charge des problèmes environnementaux dans l'aménagement et la gestion du domaine public portuaire, maritime et fluvial	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une réglementation nationale - Création d'un comité de réflexion interministériel dans la gestion des côtes (dégradation des côtes par l'extraction de sable en sablière.....) - Vulgarisation du règlement sanitaire international 	5
Centre d'Etude et de Documentation et de Recherches Marines (CEDREM)	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un cadre réglementaire - Renforcement en capacités humaines, logistiques et documentaires - Amélioration d'une synergie inter-départements (réalisation de carte marine par l'INC, prévention des marées par les services de la météo, préservation des écosystèmes marins par les services de la recherche scientifique) 	4

- **Sur un tout autre plan, il est souhaitable d'ériger la Direction de la Météorologie localisé au Ministère du transport et de l'aviation civil en**
AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE. Celle – ci en fonction de son rôle majeur dans la donnée climatique pourrait être placée sous la tutelle de la Primature.

En somme, les différentes cellules pourraient se retrouver tous les six (6) mois, soit deux (2) fois dans l'année pour faire le bilan de leur action et faire un premier diagnostic de l'état de l'environnement au Gabon.

SOUS SECTION 2 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES ***DES INSTITUTIONS DE FORMATION***

De manière globale, en matière de formation environnementale, l'accent est mis sur la protection de la nature. Les formations sont dispensées à l'Université Omar Bongo (UOB) notamment au département de Géographie et à celui d'anthropologie ; puis à l'Institut National de Sciences et de Gestion (EFOR) et enfin à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF).

Malgré l'existence de toutes ces institutions de formations, les préoccupations environnementales ne font toujours pas l'objet d'une considération réelle dans le système éducatif gabonais. C'est pourquoi, trois préconisations ont été formulées :

- la modification du texte juridique créant et organisant l'IPN ;
- la restructuration de l'ENEF ;
- la matérialisation de l'idée du Gouvernement de créer l'Institut des Sciences

de l'Environnement (ISE).

2.1. Le cas de l'IPN :

La modification de ses textes permettra à cette institution de se doter **d'un nouveau département** au même titre que le français, l'histoire Géographie ou l'Eveil.

Le département environnement qui sera créé au sein de l'IPN devrait concevoir des programmes pédagogiques pour les élèves du primaire et du secondaire.

Les programmes du supérieur seront assurés par les enseignements dispensés soit au sein des Instituts supérieurs compétentes existantes ou en création. Il s'agira, dans cette optique, de faire naître une nouvelle discipline distincte de l'Education/instruction Civique ou de la Morale. Au secondaire, cette discipline pourrait bénéficier d'un coefficient 2 et être considérée comme une discipline au BEPC.

Progressivement, la discipline pourrait être enseignée au second cycle du secondaire et un baccalauréat SE (Sciences de l'Environnement) pourrait être mis en place. Les admis pourraient s'inscrire au sein de ISSFPAE ou ISE la trame des enseignants du secondaire.

Des séances de perfectionnement pédagogique modulaires seront sollicitées pour l'enseignement du premier degré.

2.2. La restructuration de l'ENEF :

L'ENEF mérite une restructuration profonde en vue de la rendre très performante au regard des défis qui se présentent dans le domaine de la foresterie. Il s'agit donc d'opérer un renforcement des programmes d'enseignement et des capacités de fonctionnement afin d'intégrer la dimension environnementale dans l'enseignement dispensé au sein de cet établissement.

Premièrement, il est souhaitable de **conserver l'institution sous le nom actuelle de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts**. Cependant, elle ne gardera plus la configuration actuelle. La nouvelle ENEF accueillera **des étudiants de niveau BEPC recrutés sur concours. Elle comprendra quatre spécialités : Forêt, Pêche et Aquaculture, Environnement et Faune**. Des programmes contenant des notions de base pour chaque spécialité seront élaborés. Les étudiants y passeront trois ans. La première année sera un tronc commun et les deux dernières années seront consacrées aux notions de la spécialité choisie. La dernière année sera sanctionnée par un rapport de stage intégrant un projet professionnel.

Au terme de leur étude, les stagiaires qui y sortiront pourraient être appelé « Agent spécialisé en Foresterie ou faune/ASF », « Agent spécialité des Pêches et Aquaculture/ASP » ou « Eco-conseiller » pour le cas de l'environnement.

L'école sera placée sous la triple tutelle du département de l'économie forestière, de la pêche et de l'aquaculture, puis celui en charge de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature et enfin de l'Education Nationale.

Deuxièmement, le second cycle actuel de l'ENEF doit se muer en un Institut Supérieur afin de donner une réelle dimension d'un établissement du supérieur et rompre avec le gâchis constaté actuellement.

l'ENEF reformée ou restructurée pourrait donc être désignée sous le vocable de **l'Institut Supérieur des Sciences Forestière, de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Environnement (ISSFPAE)**. Elle n'accueillera que des étudiants de niveau Bac recrutés sous concours.

En y intégrant la dimension environnementale, l'ISSFPAE pourrait comprendre six départements : Forêt, Pêche et aquaculture, biodiversité, pollutions et nuisances, administration forestière et de pêche, administration environnementale. Le département *des sciences fondamentales doit disparaître* car il n'enregistre aucune valeur ajoutée dans l'acquisition des connaissances des étudiants. De même, l'ENEF reformée ou restructurée permettrait de rompre avec les pratiques actuelles qui lui donnent pas la possibilité réelle de former des réels spécialistes ; ces pratiques contribuent à plonger davantage l'école dans la médiocrité. Sous sa nouvelle conception l'ENEF pourrait redevenir une école de référence dans la sous région. Elle pourrait même être éligible par la CEMAC comme pôle de référence en matière de foresterie.

Les candidats aux départements de Forêt, Pêche et Aquaculture, Biodiversité et de pollution et nuisance devraient avoir un Bac scientifique tandis que ceux du département relatif à l'administration pourraient avoir un bac littéraire.

Le département Forêt regroupera toutes les spécialités pouvant répondre aux préoccupations actuelles du Gabon. A titre d'exemple, les spécialités suivantes pourraient s'y trouver : aménagement forestier, mécanique du bois, industrialisation du bois, production forestière, foresterie communautaire/sociale...

Le département biodiversité, agro-biodiversité et aires protégées pourrait avoir comme spécialités : aménagement des aires protégées, conservation « *in Situ* », conservation « *ex Situ* », Paysages, écologie urbaine, interrelations ressources biologiques, écosystèmes et sociétés humaines (socio-environmentaliste, ethnobotanistes), développement durable, aménagement de la faune, connaissance de la faune...

Le département des pêches et de l'Aquaculture regrouperait les spécialités pêche et celle de l'Aquaculture ;

Le département administration forestière et des pêches permettra aux étudiants de bénéficier des enseignements liés au droit du travail, à la conception des projets, aux notions d'économie.

Ainsi, on aura les spécialité de : Economie et Fiscalité Forestières, Elaboration et gestion des projets, Management des Organisations, Communication - Education – sensibilisation du Public (CESP) et Gestion participative.

Le département pollution et nuisance regroupera toutes les spécialités pouvant répondre aux préoccupations actuelles du Gabon en la matière. Il s'agit principalement de la construction des décharges publiques, de la construction et la surveillance des stations d'épuration d'eaux, de la maîtrise des techniques de gestion, de traitement et de valorisation des déchets ; de la maîtrise des bruits et des vibrations, de la maîtrise des techniques d'identification des pollutions...

Le département administration environnementales comprendrait les spécialités suivantes : droit international de l'environnement, gestion des projets, économie et fiscalité environnementales, Management des Organisations, Installations Classées Pour l'Environnement ; Communication - Education – sensibilisation du Public (CESP) et Gestion participative, EIE/EE/AE,.

Selon les cas, les étudiants y passeront, soit trois ans pour devenir Ingénieur des Techniques des Forêts (ITF) ou Ingénieur des techniques des pêches et de d'aquaculture (ITPQ) ou Ingénieur des Techniques Environnementales (ITE) en obtenant une Licence en Foresterie (LF) ou en Pêches (LP), ou en Environnement en matière de biodiversité, pollution et nuisance (LE), soit cinq ans pour être Ingénieurs Principal des Forêts (IPF) ou des pêches et d'aquaculture (IPAQ) ou de l'environnement (IPE) en obtenant un Master en foresterie (MF) ou en pêches (MP) ou en science de l'environnement (MSE).

S'agissant des étudiants issus du département Administration forestière et des pêches, et de l'administration environnementale, ils pourront être appelé Conseiller Forestier (COFOR) ou des pêches et d'aquaculture (COPEQ) ou en environnement (COSE) pour les étudiants ayant fait le cycle court (trois ans), c'est-à-dire les étudiants de Licence en Foresterie ou en Pêches ou en sciences de l'environnement.

Ceux ayant choisi le cycle long (cinq ans), c'est-à-dire ceux qui obtiendraient un Master en Foresterie ou en Pêche, en sciences de l'environnement seraient des Inspecteurs Principaux en Foresterie (IPF) ou en pêches et aquaculture (IPAQ) ou en Environnement (IPE).

Des programmes adaptés aux spécialités et en fonction des cycles seraient élaborés par des experts. La fin de chaque cycle serait sanctionnée par la soutenance d'un mémoire de fin de cycle. Nous pouvons nous inspirer du cas Canadien ou Belge.

L'Institut sera placé sous la triple tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur, de celle du ministère en charge de l'Economie Forestière et de la pêche et de celle du ministère en charge de l'environnement et de la protection de la nature.

L'autre problème à résoudre à l'actuelle ENEF reste l'aspect pédagogique. D'abord la qualité et le niveau de formation des Enseignants ; en effet, il est inconcevable que des IEF bien qu'ayant une grande expérience professionnelle puissent dispenser des cours à des futures ITEF. Par ailleurs, il conviendrait d'organiser un réel système pédagogique afin d'élaborer des programme cohérent et de surveiller le contenu des cours donnés ; de ce point de vue, la Direction des Etudes doit être occupée par un professionnel liant à la fois les sciences pédagogiques et la maîtrise les secteurs forêt, pêche et aquaculture et le domaine environnement.

Les programmes devraient aussi répondre aux besoins des utilisateurs : administration, secteur privé et société civile.

Le cas de figure présenté n'est valable que si l'idée de créer l'Institut des sciences de l'Environnement n'est pas réalisée. Au cas où cette idée est mise en œuvre, nous garderons les trois départements suggérés pour cet établissement. Seule le département de Biodiversité serait maintenu à l'ISSFPAGE.

2.3. La création de l'Institut des Sciences de l'Environnement :

Au cours d'un Conseil des Ministres de l'année 2007, le Gouvernement a décidé de créer plusieurs universités dont celle d'Oyem qui recevra l'Institut des **Sciences de l'Environnement** (ISE). Cette initiative est louable car elle viendra combler un vide constaté dans l'enseignement des métiers de l'environnement.

A côté de **l'ENEF reformée ou restructurée**, l'ISE pourrait être organisé en plusieurs départements dont les plus en vue seraient : **pollutions et nuisances, biodiversité, agro-biodiversité et aires protégées, administration environnementale**.

A l'instar de l'ENEF, l'ISE pourrait devenir également l'une des premières institutions de formation en matière environnementale dans la sous-région Afrique centrale voire dans la région Afrique.

Le département pollution et nuisance regroupera toutes les spécialités pouvant répondre aux préoccupations actuelles du Gabon en la matière. Il s'agit principalement de la construction des décharges publiques, de la construction et la surveillance des stations d'épuration d'eaux, de la maîtrise des techniques de gestion, de traitement et de valorisation des déchets ; de la maîtrise des bruits et des vibrations, de la maîtrise des techniques d'identification des pollutions...

Le département biodiversité, agro-biodiversité et aires protégées pourrait avoir comme spécialités : aménagement des aires protégées, conservation « *in Situ* », conservation « *ex Situ* », Paysages, écologie urbaine, interrelations ressources biologiques, écosystèmes et sociétés humaines (socio-environnementaliste, ethnobotanistes), développement durable... .

Le département administration environnementales comprendrait les spécialités suivantes : droit international de l'environnement, gestion des projets, économie et fiscalité environnementales, Management des Organisations, Installations Classées Pour l'Environnement ; Communication - Education – sensibilisation du Public (CESP) et Gestion participative, EIE/EE/AE,.

Pour les deux premiers départements, selon les cas, les étudiants y passeront, soit trois ans pour devenir Ingénieur des Techniques Environnementales (ITE) en obtenant une Licence en sciences de l'environnement (LES) ; soit cinq ans pour être Ingénieurs Principal en environnement (IPE) en obtenant un Master en sciences de l'environnement (MSE).

Pour le dernier département, nous pourrions aussi avoir un cycle court d'où seraient issus les Conseillers principaux en environnement (CPE) en obtenant une Licence en

environnement et un cycle long qui formerait des Inspecteurs principaux en Environnement (IPE) après avoir obtenu un MSE. Au terme de leurs études, les étudiants seront désignés sous la qualification Inspecteur Principal en Environnement (IPE).

Des programmes adaptés aux spécialités et en fonction des cycles seraient élaborés par des experts. La fin de chaque cycle serait sanctionnée par la soutenance d'un mémoire de fin de cycle. L'institut sera placé sous la double tutelle du ministère de l'enseignement supérieur et de celle du ministère en charge de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature.

SOUS SECTION 2 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES
DU MINISTERE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA PROTECTION DE LA NATURE

Le décret 913/PR/MEPN du 29 mai 1985 portant attributions et organisation du ministère de l'environnement et de la protection de la nature énonce que le ministre de l'environnement et de la protection de la nature a pour attributions, entre autres, de mettre en oeuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement et de protection de la nature. Les principes fondamentaux de cette politique sont clairement identifiés à l'article premier de la loi 16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et l'amélioration de l'environnement, communément appelée Code de l'Environnement ». Il s'agit de :

- 1) la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles,
- 2) la lutte contre les pollutions et nuisances ;
- 3) l'amélioration et la protection du cadre de vie,
- 4) la promotion de nouvelles valeurs et d'activités génératrices de revenus, liées à la protection de l'environnement,
- 5) l'harmonisation du développement avec la sauvegarde du milieu naturel.

En outre, l'article 4 de la loi sus indiqué, précise que « le ministre chargé de l'Environnement veille au respect des principes fondamentaux définis à l'article premier ci-dessus dont l'application implique la mise en oeuvre d'une politique :

- 1) d'aménagement des ressources naturelles susceptibles d'assurer à la fois leur protection et leur reconstitution afin d'en garantir la pérennité ;

- 2) d'exploitation rationnelle permettant le maintien des équilibres entre les différents facteurs naturels du milieu ambiant et leurs interactions avec les conditions de l'environnement,
- 3) de protection intégrant des techniques comportant des dispositifs non polluants ou anti-polluant,
- 4) de planification, d'aménagement et de gestion urbaine et rurale privilégiant la prévention contre toutes les nuisances, ainsi qu'une organisation harmonieuse de l'espace et de l'habitat,
- 5) de formation, d'information, de recherche et de vulgarisation en vue de favoriser la participation de tous les citoyens à la réalisation de cette politique, notamment par la création des institutions et organismes appropriés tels que les associations de défense de l'environnement.

Lorsque que nous effectuer une lecture comparée entre les principes définis dans la loi 16/93 et les attributions et singulièrement l'organisation du Ministère en charge de l'environnement définies dans le décret 913, force est de constater qu'il existe une réelle inadéquation. En effet, le décret 913 est frappé par une caducité ; il ne correspond plus au contexte actuel.

La confusion devient totale lorsqu'on découvre le contenu de l'Ordonnance N°5/76 du 22 janvier 1976 portant création du CNAP et le Décret N°0323/PR/MRSEPN du 09 avril 1976 portant organisation du Centre National Anti-Pollution (CNAP) ;

Par ailleurs, l'ensemble des textes juridique et réglementaires existant ne prennent pas en compte les préoccupations développées dans les différentes AME's et notamment des Conventions de RIO.

Au regard de ce qui précède, il importe donc de renforcer les capacités de l'administration en charge de l'environnement afin qu'elle joue pleinement son rôle dans le cadre de la protection et l'amélioration de l'environnement au Gabon. Il s'agit notamment de :

- l'optimisation du fonctionnement de l'administration de l'environnement ;
- la révision du cadre législatif et réglementaire.

3.1. L'optimisation du fonctionnement :

Optimiser le fonctionnement du Ministère en charge de l'environnement suppose l'existence effective de plusieurs paramètres pouvant permettre à l'administration de l'environnement d'accroître son rendement afin que son action soit plus perceptible sur le terrain. Dans cette optique, il est question de :

a. créer des brigades environnementales

Nous suggérons la création d'une brigade environnementale mobile à Libreville. Celle-ci jouera le rôle de police environnementale au regard des multiples agressions dont l'environnement est sujet. Celle-ci associerait les agents de la municipalité de Libreville et au besoin ceux du département en charge des politiques de la Ville.

De même, afin d'aider les douaniers dans leur tâche, il est possible de créer des brigades environnementales qui pourraient être localisées dans les postes frontières. Cela permettra de lutte contre la biopiraterie et la délinquance environnementale aux frontières.

b. améliorer les conditions et moyens de travail

Cela suppose que tous les services du département doivent disposer des **équipements indispensables** (matériel informatique, mobilier de bureau, postes de téléphone, véhicules) pour exercer leurs attributions et réaliser leurs activités (PTA ou feuille de Route). Il s'agit également de disposer d'un espace de travail afin d'assurer de bonnes conditions de travail à travers **la construction d'un immeuble ministériel qui abritera l'ensemble des services techniques et laboratoires du Centre National Anti-Pollution**. Cet immeuble pourrait être baptisé « Maison de la Nature ».

c. accroître les effectifs des ressources humaines

Le département en charge de l'environnement connaît un déficit criard en matière des ressources humaines. On y compte environ une trentaine d'agents pour les deux services techniques identifiés : CNAP et DGEPN. Il est donc urgent d'augmenter les effectifs du département afin de couvrir l'ensemble des activités et relever les nouveaux défis. Il est question également d'avoir une bonne adéquation qualitative et quantitative entre les ressources humaines et les activités réalisées par le département.

L'augmentation des effectifs permettra aux différents services à traiter et à suivre, dans les délais requis, tous les dossiers relevant de leurs attributions et plus singulièrement ceux découlant des prescriptions et des obligations des AME's ainsi que des dossiers relatifs aux besoins du développement durable du Gabon. L'augmentation des effectifs nécessite l'élaboration d'un plan de gestion des ressources humaines toujours inexistant.

d. améliorer l'organisation interne du travail

- élaborer le texte portant organisation et attributions des services ;
- définir clairement les tâches pour chaque poste de travail (job description) ;
- élaborer les procédures financières, comptables, budgétaires, administratives, de suivi et de contrôle, d'audit et inspection, juridique et contentieux, relations institutionnelles horizontales et verticales, etc.
- mettre en place des comités de travail appropriés : Comités de direction, comités techniques, comités d'audit et de planification, comité budgétaire, etc.
- acquérir des logiciels de travail appropriés : comptabilité, gestion du personnel, gestion budgétaire, gestion financière, messagerie interne...

Une telle organisation permet un meilleur fonctionnement du système et rend facile les relations de travail ainsi que la planification, l'exercice et le suivi des activités. En outre, les rapports régulièrement produits permettent d'apprécier l'évolution des choses et d'en tirer des leçons nécessaires à la détermination des mesures de correction appropriées. Enfin, les bases d'une telle organisation rendent aisés tous travaux menés par les experts appelés en consultation et sont utiles pour des évaluations que les bailleurs de fonds ou les donateurs du système peuvent éventuellement entreprendre dans le cadre de leurs concours éventuels.

A défaut, pour le Ministère de disposer actuellement des compétences internes pour la mise en place d'un tel système de gestion, une expertise extérieure peut être sollicitée pour effectuer ce travail. Des manuels de procédures du genre ont déjà été élaborés par des organisations similaires. Il suffit simplement de les adapter. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'étude recommande l'initiation (si tel n'est pas encore le cas) ou le renforcement (si tel est déjà le cas) des alliances de travail et le partage d'expériences avec ces organisations, notamment avec les Ministères en charge de l'environnement dans d'autres pays qui ont déjà réglé des problèmes de cette nature.

3.2. La révision du cadre législatif et réglementaire

La révision du cadre législatif et réglementaire est nécessaire afin de mieux préciser/délimiter les attributions et les territoires d'intervention entre les divers services techniques du département et répondre aux exigences contextuelles dans le domaine la protection et l'amélioration de l'environnement. Nous devons réviser les Décrets N° 913 et N°0323 portant respectivement attributions et organisation du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, et portant organisation du CNAP.

Les révisions des textes ci-dessus cités permettent de redéfinir les missions de la DGEPN et du CNAP mais aussi repositionner l'ADIE/PRGIE dans le dispositif structurel et organisationnel du département. Comme contribution, nous proposons un organigramme qui prendrait en compte l'ensemble des préoccupations décrites ci-dessus.

Il s'agira d'adopter un nouvel organigramme qui pourrait avoir les caractéristiques suivantes :

1. logé au sein du SECRETARIAT GENERAL les services suivants :

- La direction des études et de la documentation (DEC) ;
- La direction juridique et du Contentieux (DJRC) ;
- La direction du suivi, de l'audit et de l'inspection (DSAI) ;
- La direction de la planification, de la communication et de l'informatique (DPCI) ;
- La direction des services provinciaux (DSP)

2. le maintient des organes sous tutelle Cf le décret 913

3. la suppression de la référence au Conseil national de l'environnement

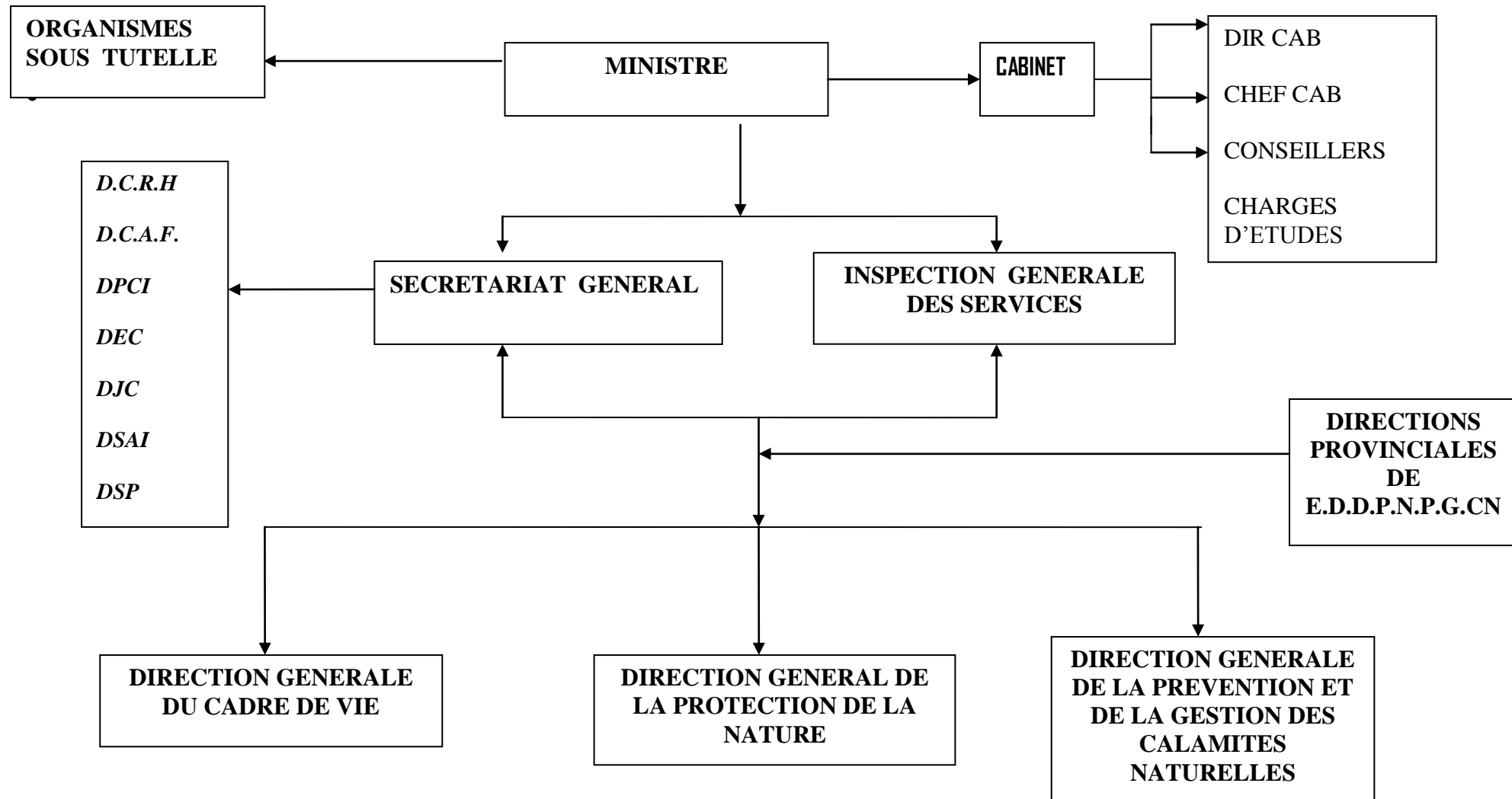
4. La création de trois directions générales notamment :

- La direction générale du cadre de vie;
- La direction générale de la protection de la nature ;
- La direction générale de la prévention et de la gestion des calamités naturelles ;
- La direction des brigades provinciales (DBRP)

5. la mise en place des directions provinciales de l'environnement, du développement durable, de la protection de la nature, de la prévention et de la

gestion des calamités naturelles et en cas de nécessité des brigades départementales.

Une description des postes et des tâches affinera l'organigramme afin de déterminer les directions techniques et les services appropriés



SECTION 3 : Besoins en capacités individuelles

Les besoins en renforcement des capacités individuelles concernent l'appui que l'on doit apporter aux ressources humaines afin qu'elles soient performantes. Ainsi, le niveau individuel du processus de renforcement des capacités désigne les mesures visant à modifier les attitudes et les comportements, à transmettre des connaissances et développer des compétences tout en tirant parti des effets positifs de la participation du partage des connaissances et d'une adhésion active à l'action menée.

Les interactions entre ces trois dimensions sont fondamentales puisqu'elles influent sur la capacité d'ensemble et toute démarche de renforcement des capacités se doit de les prendre en compte simultanément.

L'identification des besoins en renforcement des capacités individuelles met en exergue d'abord, les capacités nécessaires aux Instituts de recherche considérés comme un partenaire privilégié dans le cadre de la production des données fiables pouvant aider à la prise de décision ; puis celles nécessaires aux autres partenaires de l'administration en charge de l'environnement et enfin, les capacités indispensables à l'administration en charge de l'environnement pour qu'elle soit de plus en plus performante.

SOUS SECTION 1 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE

Il est certain qu'« on ne finit jamais d'apprendre ». La connaissance est infinie, et aujourd'hui, le besoin de reculer les frontières du savoir, le besoin de comprendre pour innover et corriger les tendances aux divers dérapages qui affectent dangereusement nos ressources naturelles, pour servir l'Humanité. Nos Instituts se doivent donc de combler les insuffisances en ressources humaines afin de relever ces défis.

Ils doivent donc se prémunir d'une expertise capable de contribuer au développement durable en mettant à la disposition des décideurs une information fiable.

Ils pourraient alors recruter et/ou former et accroître d’au moins 20% des chercheurs dans les domaines et Spécialités ci-après :

DOMAINES	SPECIALITES
Maîtrise des thématiques développées par les AMEs’	Connaissance de la : <ul style="list-style-type: none"> ▪ CDB ▪ CCNUCC ▪ CNUCCD ▪ Convention de RAMSAR ▪ CITES ▪ CMS ▪ ABIDJAN ▪ BALES ▪ MONTREAL ET VIENNES ▪ Protocoles de Cartagena et de Kyoto....
Connaissance des écosystèmes et habitats	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Phytosociologue ▪ Agronome ▪ Botaniste ▪ pédologue ▪ Entomologiste ▪ Ecologiste ▪ ethnobotaniste ▪ sociologue/Anthropologue ▪ agro-climatologue /agro-météorologue ▪ climatologue
Marché émergent des biens et services environnementaux	Expert en : <ul style="list-style-type: none"> ▪ marchés du carbone (aspects financiers; étude de marché, juridique, relations régionale...); ▪ Economie fiscalité environnementale ▪ économie et fiscalité forestière

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ valorisation des déchets ▪ Mécanisme de Développement Propre (MDP)
Maîtrise des techniques de la géomatique	Expert en : <ul style="list-style-type: none"> ▪ télédétection fondamentale et appliquée, ▪ cartographie assistée par ordinateur, ▪ système d'information géographique, ▪ sciences géodésiques, ▪ photogrammétrie ; ▪ géo informatique et informatique de système, ▪ télégéomatique (intégration des technologies d'information et de télécommunication).
Evaluation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Audit environnemental ▪ évaluation environnementale intégrée ▪ Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE)

SOUS SECTION 2 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR
LES PARTENAIRES DU MINISTERE EN CHARGE
DE L'ENVIRONNEMENT

Les partenaires du ministère en charge de l'environnement sont particulièrement les organisations de la Société Civile et les entités de l'administration publiques telle que les départements ministériels.

En matière des besoins transversaux relatifs au renforcement des capacités individuelles, nous pouvons identifier spécifique ceux nécessaires aux ONGE, au secteur privés, aux collectivités locales et à l'administration en charge collectivités locales et des Douanes.

2.1. Besoins en capacités pour le Secteur Privé

Toutes les Petites, Moyennes et Grandes entreprises doivent avoir en leur sein un spécialiste des questions environnementales chargé du management environnemental au sein de celle-ci. Ce spécialiste pourrait être un HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement). Celui-ci doit avoir des qualifications avérées dans les procédées du secteur ou de la branche d'activité dans laquelle se trouve l'entreprise. En cas de nécessité, l'HSE devrait identifier d'autres capacités dont il (ou elle) a besoin pour remplir au mieux sa mission et s'adresser aux entités compétentes de formation ou de perfectionnement. Le HSE sera chargé de vulgariser les informations auprès des autres agents afin que les questions d'environnement soient intégrées lors de la réalisation des différentes activités de l'entreprise.

2.2. Besoins en capacités pour les ONGE

Les ressources des ONGE doivent être appuyer davantage afin qu'elles aient des spécialiste en :

- management des organisations et des groupes
- mobilisation des ressources financières
- conception, organisation, gestion, réalisation et suivi évaluation des projets ;
- suivi évaluation ;
- gestion financière (maîtrise des procédures des différents bailleurs) ;
- cartographie et SIG ;
- évaluation environnementale (audit, évaluation environnementale intégrée, EIE)
- évaluation socio-économique et évaluation économique.

L'ONGE devraient aussi avoir quelques spécialistes en botanique et en entomologie.

2.3. Administrations des collectivités Locales et des Douanes

Pour animer les divisions créées, les Collectivités Locales (Conseils départementaux, Communes et Arrondissements) devraient se doter d'un spécialiste en environnement et d'un spécialiste en droit de l'environnement. Le premier sera chargé de la mise en œuvre du PMAE, PLE/PDE ou du PA21 et de la production des statistiques relatives aux activités environnementales.

Le second sera chargé de l'élaboration des mesures réglementaires et administratives en vue de l'application du Code de l'Environnement et des décrets qui s'y rattachent. Les deux experts animeront les activités de communication, éducation et sensibilisation du public en partenariat avec le Chef de Service provincial de l'environnement de la localité respective.

Au niveau de l'administration des Douanes, des efforts considérables doivent être faits pour former les douaniers. En effet, la biopiraterie et le commerce illégal d'articles sensibles d'un point de vue environnemental, tels que les pointes d'ivoire, les substances appauvrissant la couche d'ozone, les produits chimiques toxiques, les déchets dangereux et les espèces en voie de disparition sont des menaces pour l'humanité, détériorent l'environnement et portent un grave préjudice à l'efficacité des AME's. Les Douaniers sont donc appelés à jouer un rôle déterminant afin de lutter contre la délinquance aux frontières. Ils doivent donc être formés dans :

- la maîtrise de la législation : le contenu des différents AME's et des textes législatifs et réglementaires en matière de protection et d'amélioration de l'environnement en vigueur en république gabonaise;
- la maîtrise de la boîte à outil de l'initiative « Douane verte ».
- l'évaluation des risques lors du contrôle du commerce des marchandises ou autres opérations;
- l'utilisation et la maîtrise des instruments technologiques modernes disponibles pour identifier et détecter d'éventuels trafic.

SOUS SECTION 3 : BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LE MINISTERE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

L'Administration en charge de l'environnement a besoin des ressources humaines tant en quantité qu'en qualité. Au regard des missions qui sont les siennes, elle devrait se doter des agents appartenant à plusieurs disciplines. Ceux – ci devrait avoir des connaissances et des aptitudes avérées en matière de maîtrise :

- des techniques de la finance environnementale (carbone dans le cadre des MDP) ;
- de l'économie de l'environnement (techniques de valorisation des emballages, des déchets et ordures diverses tels que ménagères et industrielles) ;

- de la comptabilité environnementale (fiscalité de l'environnement, taxes et redevances environnementales...) ;
- du droit de l'urbanisme et des collectivités ;
- de la certification environnementale (Eco-labels, normes santé, certification Iso...) ;
- de techniques de management environnemental ;
- des techniques de gestion des bases de données sur les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ;
- des technologies d'utilisation des sources d'énergies renouvelables

De même, le tableau ci-dessous illustre l'expertise dont elle devrait posséder bien que la liste ne soit pas exhaustive.

DOMAINES	SPECIALITES
Connaissance des écosystèmes et habitats	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Phytosociologue ▪ Agronome ▪ Botaniste ▪ pédologue ▪ géologue ▪ géotechnicien ▪ géophysicien ▪ océanologue ▪ Entomologiste ▪ Ecologiste ▪ ethnobotaniste ▪ sociologue/Anthropologue ▪ agro-climatologue /agro-météorologue ▪ climatologue ▪ Hydrobiologiste ▪ Ichtyologiste (poisson) ▪ Ingénieur en pêche et pisciculture ▪ Ornithologiste ▪ Mammologiste

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Apiculteur ▪ Agronome ▪ Vétérinaire ▪ Phytopathologiste ▪ Malherbologue ▪ Entomologiste ▪ Ornithologiste ▪ Entomologiste ▪ Herpétologiste ▪ biotechnologue ▪ océanographe ▪ technicien de Parc national ▪ agriculteur biologiste ▪ garde pêche ▪ gestionnaire des milieux aquatique
Marché émergent des biens et services environnementaux	<p>Expert en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ marchés du carbone (aspects financiers; étude de marché, juridique, relations régionale...); ▪ Economie fiscalité environnementale ▪ économie et fiscalité forestière ▪ valorisation des déchets ▪ Mécanisme de Développement Propre (MDP)
Maîtrise des techniques de la géomatique	<p>Expert en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ télédétection fondamentale et appliquée, ▪ cartographie assistée par ordinateur, ▪ système d'information géographique, ▪ sciences géodésiques, ▪ photogrammétrie ; ▪ géo informatique et informatique de système, ▪ télégéomatique (intégration des

	technologies d'information et de télécommunication).
Evaluation des tendances	<p>Expert en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ modélisation des stratégies d'adaptation des communautés rurales ; ▪ observation et la mesure des effets de ces changements climatiques ; ▪ atténuation des émissions de gaz à effet de serre et le piégeage du carbone ; ▪ évaluation des vulnérabilité et des besoins adaptation aux changements climatiques ;
Maîtrise des techniques de négociation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ spécialistes en négociation sociale ; ▪ spécialistes en négociation politique
Cadre juridique	<p>Expert en</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Droit de l'environnement ▪ fiscalité environnementale
Evaluations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Audit environnemental ▪ évaluation environnementale intégrée ▪ Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) ▪ Evaluation socio-économique ▪ Evaluation économique ▪ Evaluation sociale ▪ élaboration et contrôle du plan de gestion environnementale et sociale
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôleur des réseaux d'assainissement ▪ technicien de nettoyage et de l'assainissement ▪ Ingénieur conception des réseaux d'assainissement ▪ responsable hygiène et propreté dans

	<p>les collectivités locales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ ouvrier d'assainissement ▪ responsable de réseaux d'assainissement
Energie/Eau	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur hydroélectrique ▪ ingénieur conception des énergies renouvelables ▪ Hydrobiologiste ▪ Hydrologue ▪ Ingénieur des ouvrages hydrauliques ▪ Hydrogéologue ▪ technicien des milieux aquatiques ▪ Ingénieur des travaux des milieux aquatiques
Hygiène Sécurité Environnement (HSE)/ Qualité Sécurité Environnement (QSE)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur recherche HSE ▪ Ingénieur du génie sanitaire ▪ Conseiller médical en environnement interne ▪ Ingénieur méthode qualité ▪ Vétérinaire
Agro-biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Spécialiste en production animale ▪ Agrobiologiste ▪ agronome ▪ technicien du génie rural
Pollutions et Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur en analyse de l'air ▪ technicien de mesure de la pollution ▪ Ingénieur contrôle du bruit ▪ acousticien ▪ Conseiller en gestion des déchets ▪ Conseiller en déchets industriels ▪ Ingénieur Spécialiste en contrôle des substances dangereuses

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieur traitement des déchets ▪ Ingénieur valorisation des déchets ▪ Inspecteur des ICPE ▪ Rudologue (sociologie des déchets) ▪ technicien de traitement des déchets ▪ écotoxicologue ▪ vétérinaire pour les Installations classées ▪ ingénieur du génie urbain ▪ ingénieur chimiste ▪ technicien chimiste ▪ responsable de station de traitement ou d'épuration d'eau ▪ Ingénieur en environnement ▪ Ingénieur du génie sanitaire ▪ spécialiste en entretien des cours d'eau ▪ agent d'hygiène et de décontamination ▪ agent de déchets urbain et industriels ▪ agent de qualité d'eau ▪ agent de laboratoire en chimie ▪ conducteur d'appareil de traitement des eaux ▪ Ingénieur en radioprotection ▪ responsable du site de traitement des déchets
Aménagement - Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paysagiste ▪ Architecte HQE ▪ Animateur en tourisme rural et activité des plein air ▪ Urbanisme ▪ Aménagiste

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Géophysicien ▪ Géographe ▪ Ingénieur des travaux géographiques ▪ Spécialiste espaces verts ▪ Ingénieur Génie urbain ▪ conseiller en environnement ▪ Technicien de l'arbre urbain ▪ Technicien paysagiste ▪ Assistant d'études en environnement ▪ Spécialiste de la communication environnementale ▪ spécialiste d'entretien d'espace vert
Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ responsable de la sécurité et de l'environnement
Ecosystèmes et société humaine	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecologie humaine ▪ sociologue environnementaliste (socio-environmentaliste) ▪ psychologue environnementaliste (psycho-environmentaliste) ▪ ethnobotaniste ▪ Educateur spécialisé en EIC ▪ éducateur social (communication sociale) ▪ spécialiste en communication environnementale ▪ agent technique en environnement

Cette liste des ressources humaine indispensable à l'administration en charge de l'environnement pourrait être ajuster ou compléter lorsque l'organigramme dudit département, en cours d'examen, sera définitivement validé.

CONCLUSION

L'Auto-Evaluation Nationale des Capacités à Renforcer (ANCR) a pour objectif de recenser les priorités et les besoins nationaux en matière de renforcement de capacité de gestion de l'environnement mondial et national, en particulier dans les domaines de la diversité biologique, des changements climatiques et de la lutte contre la dégradation des sols ainsi que de la prise en compte des préoccupations nationales dans le domaine de l'environnement.

Au terme de cette étude, il ressort que le Gabon a non seulement des atouts mais également plusieurs contraintes. Au regard des contraintes et des défis à relever pour satisfaire ses obligations relatives à la protection et l'amélioration de l'environnement, il est nécessaire que le Gabon fournisse beaucoup d'efforts pour renforcer et développer les capacités tant au niveau systémique, institutionnel que des ressources humaines. Ainsi, en procédant une analyse sommaire des besoins identifiés, nous pouvons percevoir ceux qui revêtent un caractère indispensable. Ceux-ci peuvent être perçus comme besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités. Parmi ces besoins prioritaires, nous pouvons citer :

1°/ La dotation du département en charge de l'environnement des ressources humaines suffisante en qualité et quantité par le biais des perfectionnement des spécialistes existants et la formation de spécialistes dans plusieurs disciplines ;

2°/ La dotation au ministère en charge de l'environnement des infrastructures notamment un bâtiment administratif ainsi des laboratoires adaptés tant au ministère qu'aux instituts de recherche tels que les laboratoires de Mammalogie, d'Herpétologie, d'Hydrobiologie, d'Entomologie, d'Ornithologie, de Microbiologie et/ou Laboratoire de Biologie moléculaire ;

3°/ La recherche et la mobilisation des ressources financières ;

4°/ La dotation en matériel scientifique et de collecte : Véhicules, sérateurs, filets, pièges, nasses, etc.

5°/ La dotation en matériel d'analyse : Microscope de dissection, microscope composé, ordinateurs et logiciels, SEM, TEM, machine PCR,

6°/ Le renforcement du cadre institutionnel, législatif, réglementaire et administratif ;

7°/ L'implication des administrations et institutions concernées dans la mise en œuvre effective de la politique Gouvernementale en matière de protection et d'amélioration de l'environnement à travers la mise en place d'une plateforme de concertation.

Par ailleurs, nous devons accorder une place prépondérante à nos villes et au monde rural lors de la mise en œuvre des actions identifiées. En effet, à titre d'exemple, nous conviendrons que la Ville de Libreville et plusieurs autres de l'intérieur sont les vitrines du pays ; c'est le premier endroit où arrive l'étranger ; cet endroit ou point de contact avec le pays ou la région influence inéluctablement et énormément le nouvel arrivant du point de vue de la disposition des infrastructures et des équipements d'une part et du point de vue de la mobilité urbaine et des services de base de première nécessité d'autre part

Nul ne doute aujourd'hui que l'avenir de notre pays se joue en ville. Dans ce contexte, une attention particulière devrait être portée aux villes dans la perspective du développement équilibré du Territoire national et pour une maîtrise du phénomène de l'urbanisation.

La nécessité du renforcement des capacités apparaît ainsi indispensable dans l'ensemble des AME's, singulièrement dans les trois Conventions de Rio ainsi que pour résoudre les préoccupations nationales identifiées lors des ateliers provinciaux de Franceville, Port-Gentil et Makokou. C'est pourquoi il a été proposé un éventail de réponses. Il reste alors aux décideurs de prendre des mesures idoines et indispensables pour la matérialisation de ces activités identifiées.

Il y a aussi la nécessité de renforcer la synergie entre tous les AME's. En renforçant les synergies, le Gabon pourrait réaliser des approches plus focalisées, intégrées et rentables pour la mise en œuvre des AME au niveau national. Cela aide à renforcer la gouvernance nationale en matière d'environnement, aboutissant à une meilleure protection de l'environnement mondial. En réalisant ce travail, nous avons proposé des actions qui

contribueraient à renforcer les forces identifiées et à pallier aux insuffisances constatées et à surmonter les contraintes observées.

Enfin, c'est en matérialisant l'ensemble des actions ainsi définies que nous contribuerons davantage à gérer l'environnement mondial et national. Cette nouvelle forme de gestion contribuerait également à la production d'une valeur ajoutée au sein du département de l'environnement. Ainsi, nous pouvons convenir que cette gestion rationnelle de l'environnement pourrait aboutir à un apport significatif des biens et services environnementaux dans la constitution de la richesse nationale : PNB ou PIB.

BIBLIOGRAPHIE

1. **PNUD** : Kit des ressources pour l'ANCR, Septembre 2005
2. **Coordination National ANCR** : Rapport de l'atelier de validation des évaluations thématiques, décembre 2007
3. **Coordination National ANCR** : Rapport de l'atelier provincial d'identification des besoins en renforcement des capacités, Franceville, avril 2008
4. **Coordination National ANCR** : Rapport de l'atelier provincial d'identification des besoins en renforcement des capacités, Port-Gentil, Mai 2008
5. **OKOUE, Florian** : Identification des capacités et outils pour la gestion durable des pollutions et nuisances au Gabon, rapport d'étude, avril 2008
6. **OLAGHE, Franck Eumery** : Analyse institutionnelle de la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature, et du Centre National Anti-Pollution, rapport d'étude, avril 2008